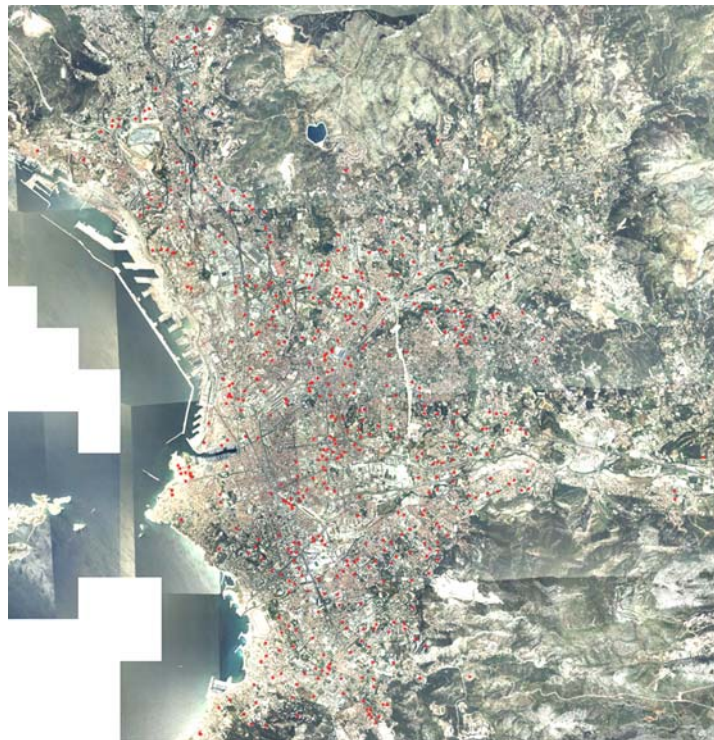


Direction régionale des affaires culturelles
Provence-Alpes-Côte d'Azur
Service départemental de l'architecture et du
patrimoine des Bouches-du-Rhône



Direction Régionale des Affaires Culturelles P.A.C.A
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine 13
ARCHITECTURE DU XX^e SIECLE



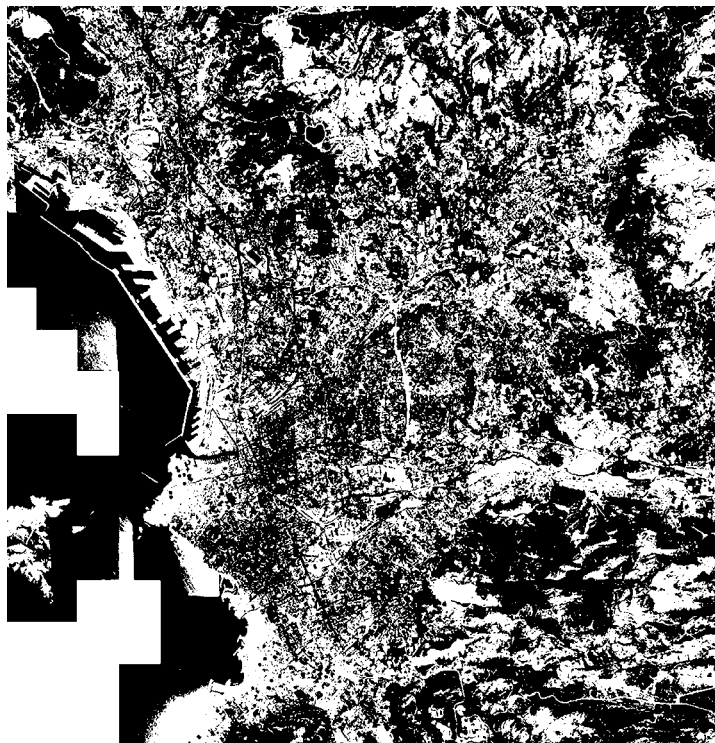
ENSEMBLES ET RESIDENCES
A MARSEILLE 1955-1975

Notice de présentation suivie de notes
sur l'élaboration du répertoire et profil statistique

mars 2005

THIERRY DUROUSSEAU

Direction Régionale des Affaires Culturelles P.A.C.A
Service Départemental de l'Architecture et du Patrimoine 13
ARCHITECTURE DU XX^e SIECLE



ENSEMBLES ET RESIDENCES A MARSEILLE 1955-1975

Notice de présentation suivie de notes
sur l'élaboration du répertoire et profil
statistique

mars 2005

THIERRY DUROUSSEAU

ENSEMBLES & RESIDENCES A MARSEILLE 1955-1975 est une étude réalisée durant l'année 2004, par Thierry Dourousseau sous la maîtrise d'ouvrage de la DRAC-PACA, avec l'assistance technique du SDAP 13, y ont participé Agnes Souville et Nicolas Mémain.

Remerciements particuliers à

Ville de Marseille : Georges Lacroix
Atelier du Patrimoine : Daniel Drocourt.
Musée d'histoire : Myriam Morel.
DGUIHC : Laurent Méric.
AGAM : Helene Balu, Patricia Antalovski.

Ordre des architectes PACA : Micheline Sanchez
Ministère de la culture :
DAPA : Bernard Toullier.
Ecole Nationale des Beaux Arts : Annie Jacques.
INA : Marie Christine Helias.
Ministère de l'Équipement
Comité d'Histoire du Ministère: Françoise Porcher.
Archives Photo de l'Équipement : Annie Marcheix.
DDE 13 : Gilles Landrin, Michel Kauffmann.
PUCA : Carole Goviniot .
Architectes Conseils : Pierre Vetter, Nicole Loupiac-Roux, Xavier Arsène-Henry.
Fédération du Bâtiment : Françoise Lebas.
SAEM : Loïc Hemery.
GTM : Mme Ary.
Fernand Lafare , Bernard Barlatier.
Maîtres d'ouvrages
A.R.O.HLM PACA : Philippe Oliviero.
DOMICIL : Jean Yves Poulin, Maurice Dulau.
ERILLIA : André Pellegrin.
HMP : Jean Luc Garcia, Gaëtan Lazzara.
OPAC SUD : Jean Michel Guénod, Bernard Bres.
SOGIMA : Michel Cauvin.
Architectes : Pierre Avérous, Jacques Chirié, Roger Dabat, Georges Delbes, André Dunoyer de Segonzac, René Egger, Mario Fabre, Max Graveleau, Claude Gros, Michel Guibergia, Bernard Laville, Georges Lefevre, Christian Pichoux Edouard Sarxian, Maurice Scialom, mention particulière à Paula Bondon.

Nous alertons les lecteurs sur la menace que représente le développement massif du photocopillage. Le Code de la propriété intellectuelle interdit formellement la photocopie sans autorisation des auteurs.

SOMMAIRE

Au bénéfice d'inventaire...	5
CIRCONSTANCES DE L'ARCHITECTURE	7
Libération du territoire et destructions urbaines.	
Reconstruire, rénover la ville.	
Le plan Gréber.	
Le Plan Beaudoin.	
Le Plan Directeur d'Urbanisme.	
1945-1955, OPERATIONS PHARES	1 5
La Reconstruction.	
Les logements insalubres.	
1955-1975, VINGT ANS DE MODERNISATION	21
Multiplier la production 1954-1958.	
Les années Sudreau 1958-1962.	
Le Ruban Bleu de la construction 1962-1968.	
Logement social et bien privé : 1969-1973.	
Inerties et décrue 1973-1975.	
A suivre...	47
ANNEXES	49
Notes sur l'élaboration du répertoire.	
Profil statistique général.	
Chronologie générale.	
Légendes des abréviations.	
Bibliographie.	

Au bénéfice d'inventaire...

L'expression a fait florès, elle traduit cette faveur accordée au légataire de n'être chargé des dettes du testateur qu'à proportion de ce qu'il hérite.

Voilà posée d'emblée la question de l'héritage dans ce qu'il nous reste des ensembles immobiliers des trente glorieuses à la fois comme éléments matériels et comme culture architecturale. Partant de là, la question corollaire, du commanditaire, de ce qui est *devant être conservé* ! Ce à quoi A. Fourcaut répond en s'étonnant qu'il « est singulier qu'une société entreprenne de détruire des bâtiments dont elle n'a même pas compris la genèse. »¹

Le cycle du *Grand Ensemble* laisse, entre 1955 et 1975, un patrimoine français de 8 millions de logements dont l'avenir dépend des diverses fortunes du renouvellement urbain. Définie aujourd'hui dans une perspective d'une urbanité républicaine qui prévoyait de détruire 15 000 logements par an à partir de 2002 qui en prévoit quelque 200 000 aujourd'hui.

L'appréciation est connue, généralement négative, y compris de la part des acteurs: « de 1950 à 1981, un cinquième de la France a été urbanisé, avec pour résultat un habitat inadapté aux besoins de la population. »²

Au-delà des trente années de production, ces ensembles de logements, ont été l'objet de pas moins de vingt ans de traitement social et technico-architectural. De nombreuses études ont été consacrées aux habitants, peu se sont attaquées de front aux objets si ce n'est dans quelques grandes rétrospectives de la fin du siècle dernier. « Nos grands ensembles sont là comme des moules rejetés d'une civilisation qui refuse de vivre ses origines et sa modernité. »³ Peut-on toujours affirmer que l'époque est trop proche pour être regardée de façon historique ? L'interrogation que pose la Direction de l'Architecture et du Patrimoine sur Marseille semble infirmer ce point de vue.

¹ Faire l'histoire des grands ensembles, Annie Fourcaut, ENS éditions, 2003.

² Banlieue de banlieue, Raymond Passant, Ramsay 1986.

³ Construction Déconstruction, Bruno Vayssièr : Picard 1988.

Principes

Au moment même où on atteint en France, le rythme de construction de 500 000 logements par an, André Malraux initie la loi du 4 Août 1962⁴, portant sur les secteurs sauvegardés et marquant un mouvement de retour sur les centres urbains historiques menacés par la rénovation.

Moins de deux années plus tard, le Ministre de la Culture crée une "Commission chargée de préparer la liste des monuments dits *modernes* à protéger au titre de la législation sur les monuments historiques. "

Avec l'héritage de ces ensembles de logements, dont la durée de vie aura été bien au-delà des espérances de leurs promoteurs, rien ne s'oppose à comprendre le *corpus* des ensembles marseillais comme biens culturels immobiliers au sens de la recommandation N° R (91)13 du Conseil de l'Europe, relative au patrimoine architectural du XX^e Siècle.

C'est à dire comme autant d'*ensembles architecturaux*, de groupements de constructions urbaines d'importance, présentant une valeur historique, artistique, technique ou sociale formant une unité cohérente ou remarquable et suffisamment rassemblée pour faire l'objet d'une délimitation géographique.

Le sujet n'est pas si nouveau, on y travaille depuis plus de 15 ans, mais toujours sous le syndrome de l'exception. Nous avons voulu, nous éloignant des représentations partiales et partielles, du *grand ensemble*, engager une très large recension du parc immobilier marseillais, partant du fait même que l'étude de la période ne pouvait pas faire l'économie d'une approche concrète de l'aspect massif de cette production.

Nous recourons au terme d'ensemble, en référence à l'étude de Lucien Cabaniol⁵, et à celui de résidence très fréquent sur les atlas toponymiques de la ville. L'approche méthodologique, en annexe, détaille les quelques choix et principes qu'il a fallu opérer sur ce corpus, informé de façon épars.

Enfin, nous nous sommes attaché à les réinscrire dans l'évolution historique et les tendances architecturales en jeu sur la période.

⁴ Année marquant aussi la fin de la Guerre d'Algérie.

⁵ L'Habitat et l'Équipement Collectif dans les Nouveaux Ensembles de Logements de Marseille, Revue de la chambre de commerce Numéro Spécial 1960.

CIRCONSTANCES DE L'ARCHITECTURE

Libération du territoire et destructions urbaines.

La libération de Marseille ne se limite pas à la seule délivrance de l'occupant, elle implique aussi la sortie d'une longue période de tutelle, le retour de la cité dans ses droits, son propre gouvernement.

La ville était occupée depuis 1942 par une garnison de 13 000 hommes conduits par le Général Schaeffer, dont le poste de commandement se situait sur les hauteurs du Cap Janet. Dès le 19 Août 1944 est déclenchée une grève générale insurrectionnelle, à la faveur de laquelle entreront le millier d'hommes du maquis conduits par Francis Leenhardt (Lionel) et Gaston Defferre (Massereau).

Le 22 Août, les sapeurs allemands font sauter la partie septentrionale du pont transbordeur, simultanément, la Préfecture tombe aux mains des résistants. L'ambiance de joyeuse agitation dans le bâtiment de F-A. Martin n'a pas été mieux décrite que par Boris Schreiber⁶. La ville est définitivement libérée le 28 Août 44 par la III^e Division d'infanterie Algérienne du Général de Monsabert, avec un mois d'avance sur les prévisions des Alliés.

Marseille qui se trouve éloignée du théâtre des opérations de guerre aura subi d'importantes destructions au cours des deux parties du conflit. Dès juin 1940, les bombardements italo-allemands vont atteindre de façon éparse certains quartiers, faisant disparaître un des plus élégant hôtel particulier de Belsunce.

La destruction systématique des quartiers du Vieux Port en Février 1943 va être précédée du déplacement de 20.000 personnes et la déportation de 6000 autres. Entre opération d'urbanisme et éradication raciale, l'initiative sera accomplie sous les ordres express du Führer. Enfin, les bombardements anglo-américains du 27 mai 1944 vont détruire 1.200 immeubles.

Selon Raymond Roux-Dufort, représentant le Ministère de la Reconstruction à Marseille, en 1949, le bilan de la guerre se monte à 18 783 bâtiments partiellement ou totalement détruits, dont 14.446 immeubles à usage d'habitation. Avec 550.000 habitants en 1945, la ville en aurait perdu 100.000 depuis 1936⁷

⁶ Un silence d'environ une demie-heure, Gallimard 1998.

⁷ Sources Journal Massalia 1509, Noël 1949.

Reconstruire, rénover la ville.

Avant même la libération du territoire, la Résistance avait envisagé la reconstruction du pays. En 1943, le rapport Courtin prévoyait le retour à une économie d'inspiration libérale. Pour sa part, le Front National des Architectes préconisait, outre la suppression de l'Ordre des Architectes, la création d'Ateliers d'Urbanisme dans toutes les grandes villes. Autour d'Eugène Claudius Petit, à Alger en 1943, un groupe d'architecte pense à une reconstruction proche des idées du CIAM et du Mouvement Moderne.⁸ Devant l'Assemblée Consultative le général de Gaulle prononce un discours sur la planification et l'intervention de l'Etat pour la reconstruction et évoque : « l'habitation peut et doit devenir un service public. »

La reconstruction, avec la courte expérience de 1940, part du principe d'un rétablissement quasi à l'identique des biens détruits par la guerre, prévoyant son financement par la dette de guerre. Aussi on peut comprendre pourquoi le premier plan quinquennal de Jean Monnet n'intègre pas le secteur du bâtiment et des travaux publics, seule la production de ciment y figure⁹.

La démolition du cœur emblématique de Marseille va exiger sa complète reconstruction, appelant la mise au point d'un plan d'aménagement sur le centre de la cité phocéenne. Ce plan est aussi celui de la rénovation de la vieille ville longtemps attendue, plus d'une fois relancée, depuis le début du XX^e Siècle.

Dès 1919, la Loi Cormudet qui rendait obligatoire l'établissement d'un Plan d'Aménagement d'Extension et l'Embellissement pour les villes de plus de 10 000 habitants va s'appliquer à la cité phocéenne.

Au sortir du premier conflit mondial, Marseille anticipe sur cette loi avec la création d'une Commission pour l'Aménagement, l'Extension et l'Embellissement de la région marseillaise. Œuvre de la Chambre de Commerce et du Conseil Général, c'est Gaston Castel qui signe le premier plan directeur régional qui sera publié au moment de la commande à Jacques Gréber du P.A.E.E. de Marseille.

Le plan Gréber.

C'est dans l'urgence, qu'est commandé en 1931, à Jacques Grebert, le Plan d'Aménagement, d'Extension et l'Embellissement de Marseille. L'ancienne Commission a officialisé l'extension du port vers Berre, en 24, l'Etat a prévu l'implantation de l'aéroport à Marignane et le tunnel du Rove est inauguré en 1927¹⁰.

Jacques Gréber, fondateur de la Société Française des Urbanistes dès 1911, a travaillé aux Etats Unis, sur les park-ways. Il a été un des lauréats du Concours du

⁸ B. Zehrfuss, J.Marmey, A. Emery, M. Roux et A. Sive.

⁹ Sont mentionnés : L'électricité, le charbon, l'acier, le ciment, les transports intérieurs, les machines agricoles.

¹⁰ Le plan Gréber, Paris , Vincent Fréal 1933.

Grand Paris et il est déjà l'auteur des Plans de Lille et de Belfort. C'est donc un urbaniste confirmé qui doit établir le Plan de Marseille, pour cela, il va s'associer aux architectes locaux, Fabres et Gaston Castel.

Le plan sera réalisé en trois mois. Il reprend l'essentiel du projet de la Commission établi par G. Castel, réaffirmant une centralité linéaire (Porte d'Aix - Michelet) polarisée sur le Vieux Port. Par ailleurs J. Gréber recourt à ses propres typologies développant un maillage de park-ways et de rocade, mais surtout il définit un découpage du territoire qui spécialise les fonctions de chaque quartier.

Ainsi le plan définit-il une large Zone Centrale, lieu des sièges sociaux, des grands magasins et des banques qui va du Boulevard des Dames à Prado-Paradis, des Catalans au Cimetière St Pierre.

Les Zones Industrielles sont soit au Nord, en rive des ports modernes, soit à l'Est sur la vallée de l'Huveaune. Cette limitation de l'industrie qui va de pair avec son expansion autour de l'Etang de Berre, et ce rôle de capitale, dévolu à la ville débarrassée des nuisances industrielles, sera, par la suite, lourd de conséquences.

Des Zones Rurales sont fixées au Nord-Est (Aygaldes, la Rose, La Pomme) et les Zones Résidentielles sont définies au Sud et à l'Est. La différence entre Zones Rurales et Résidentielles est parfois difficile à voir clairement. Enfin des Zones Touristiques sont inscrites entre collines et calanques.

A travers le zonage, qui est très nouveau (la charte d'Athènes ne sera élaborée qu'en 1933), Marseille sera une des premières villes de France à posséder un plan d'urbanisme moderne approuvé par la municipalité Ribot¹¹ (où siège Simon Sabiani). Son approbation par l'Etat sera beaucoup plus longue, et la municipalité Tasso¹² n'aura de cesse de le critiquer, au point que Gaston Castel, pourtant co-auteur du plan, le trouvera trop anglo-saxon¹³. Les approbations officielles n'aboutiront qu'au début du second conflit mondial, et sous l'occupation c'est Eugène Beaudoin qui va reprendre l'étude d'un Plan d'Aménagement, d'Extension et l'Embellissement.

Dans une analyse du plan Gréber, Gaston Bardet note "la souplesse des tracés, qui cherchent à créer plusieurs centres et à éviter la congestion du Vieux Port."¹⁴

Le Plan Beaudoin.

En 1938, l'incendie des Nouvelles Galeries met au jour la faillite de la gestion municipale, la ville est mise sous tutelle de l'Etat, tutelle qui se poursuivra de sous le régime d'occupation.

Jusqu'à Novembre 1942, la ville est en Zone Libre et devient le lieu de transit de l'intelligentsia européenne cherchant à fuir le III^e Reich. L'outil portuaire n'a pas été touché par les bombardements, et le maréchal Pétain lors de sa visite triomphale de Décembre 1940 estime que "la prospérité de la France est liée à celle de Marseille."

¹¹ Georges Ribot, maire de 1931 à 1935.

¹² Henri Tasso, maire de 1935 à 1939.

¹³ Marseille Métropole, in Cahiers du Sud, 1934.

¹⁴ L'autre Urbanisme, Gaston Bardet, Vincent Fréal, 1948.

Les responsabilités de la ville sont de fait prise en charge par Pierre Barreau, Préfet à la Ville, qui après avoir écarté les propositions de J.Gréber et M.Dallest, confie en 1942 à E. Beaudoin l'élaboration du plan de la région marseillaise.

Eugène Beaudoin, prix de Rome 1928, illustre le rôle que les élèves de l'Institut ont eu dans le développement de l'architecture moderne en France. Auteur avec Marcel Lods, dès avant 1939 de la Cité de la Muette à Drancy, du Champ des Oiseaux à Bagneux, de l'école en plein air de Suresnes et de la Maison du Peuple à Clichy, il est parmi les plus brillants architectes de sa génération.

Accueilli par Gaston Castel, il organise un atelier d'architecture et fait produire études et projets sur le site marseillais par des élèves repliés en Zone Libre dont feront partie J. Henri-Labourdette, P.Duprés, G. Jaubert ou encore J. A. Dunoyer de Segonzac¹⁵. Il fera aussi engager la réalisation d'une grande maquette du centre historique, le plan Beaudoin & Alphonsi, dont les relevés seront réalisés par des confrères sans activités.

Le plan Beaudoin est plus composé et plus cadré sur le centre que celui de Grebert. Il agence, au plus rectiligne, un maillage de rocade et de radiales dont l'aboutissement reste le Vieux Port et dont l'exécution s'appuie sur la rénovation des quartiers anciens considérés comme vétustes. Dès 1941, la révision des propriétés bâties engage des enquêtes sur les quartiers dit insalubres qui fourniront, à la libération, le gros des fichiers des mal logés. Peu à peu va s'installer l'idée de la nécessaire reconstruction du centre historique.

Le plan conçu lui aussi rapidement est présenté au public, avec comme conférencier rien de moins que Jean Giraudoux, futur Secrétaire d'Etat à l'Information et préfacier de la première édition de la Charte d'Athènes publiée en 1943. On relèvera le peu de goût que Beaudoin a pour Marseille lorsqu'il évoque « le contraste entre la splendeur du cadre et la médiocrité de la ville qui s'y trouve... la vieille ville déshonore la ville. »

Il n'en reste pas moins que le plan, même composé, définit un zonage autour d'un Centre urbain, administratif et commercial délimité par le Vieux-Port, la Porte d'Aix, Les Réformés et Castellane. L'administration est regroupée sur un front rebâti du Vieux Port.

Le réseau des voies nouvelles reste l'autoroute du Nord formant entrée de ville sur la Porte d'Aix, le trafic débouchant sur le Quai des Belges, puis via une rue Breteuil élargie, se raccorde au park-way de la vallée de l'Huveaune.

Le Port confirme son extension vers le Nord (Beaudoin devait, à l'origine, organiser les voies de dessertes pour le port en extension.)

Les Zones industrielles sont hypothétiquement déplacées vers l'étang de Berre ce qui permet de gagner sur les îlots résidentiels aux dépens des terrains occupés par l'industrie.

Les Zones d'habitations voient leur densité diminuer par rapport à la ville, pour former des quartiers calmes et sains où reloger les milliers d'habitants du centre. En même

¹⁵ Basilicaire, J.A. Dunoyer de Segonzac, Editions Générales 1999.

temps, on améliore les équipements urbains, parc, programmes scolaires et sanitaires.

Sans le moindre débat, le plan sera approuvé par l'administration de Vichy. Il sera déconsidéré lors des destructions de février 1943, qui étaient tout de même envisagées dans le plan Beaudoin. A la Libération, Gaston Defferre rendra son auteur directement responsable de la destruction des quartiers anciens du Port.

Plus tard Pierre Vago aura ce commentaire : "Le problème est celui-ci : un centre - La Canebière, Vieux Port - surchargé de population et d'édifices publics qu'il s'agit de faire traverser par la circulation générale. Il y a seulement deux moyens à choisir : ou passer par-dessous en tunnel, ou bien le contourner. Je ne vois pas d'autres solutions et toutes celles qu'on a proposées jusqu'à présent me semblent également impropres. A mon avis, Beaudoin a vu la question en touriste lorsqu'il suggérait, dans le plan qu'il a étudié en 1942, d'amener la circulation sur le Vieux Port pour ensuite l'écouler par la rue de Breteuil élargie et prolongée. Le Vieux Port est le lieu d'attraction qu'il convient de montrer aux touristes, mais c'est aussi le point le plus encombré. Couper la ville par un flot de circulation en conduisant le trafic de ce côté revient à augmenter les ennuis que l'on déplore."

Le Plan Directeur d'Urbanisme.

A la Libération, Marseille conserve, un temps, un statut particulier et avec la nomination de Gaston Defferre à la présidence du Conseil Municipal, Pierre Massenet sera le dernier Préfet délégué à la Ville jusqu'aux élections d'octobre 1946 remportées par Jean Cristofol. La Ville déclarée sinistrée doit établir un Plan d'Aménagement et de Reconstruction. Charles Trédé, directeur des services techniques, va créer un Atelier Municipal d'Urbanisme sous le conseil de Roger Henri Expert urbaniste désigné par le Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme. Les études du P.A.R. seront à leur tour centralisées par Georges Meyer-Heine, à Marseille depuis 1944 et nommé en 46 Inspecteur Général de l'Urbanisme.

De fait c'est lui qui va amener la ville, soucieuse de ses nouvelles prérogatives, à établir un Plan Directeur d'Urbanisme avec les anciens collaborateurs de E. Baudoin, (Arnaud, Hoa, Maddalena et Recours) tout en découplant la reconstruction du Port des questions de développement urbain.

C'est avant tout un plan collégial, qui ne portera pas de nom d'auteur¹⁶. Aux représentants de l'Etat : André Schuhl (Ponts et Chaussées) et Raymond Roux-Dufort (Délégué du M.R.U.) sont associés André Pierre Hardy (architecte et urbaniste) et René Malcor (ingénieur en chef de la ville). Le plan bénéficie d'un très bon lever aérien au 1/2000°, sans doute racheté aux services américains par le MRU. La municipalité Carlini, le fait voter en 1949, et l'Etat l'approuve en 1959, à la fin du premier mandat de Gaston Defferre. Ce plan restera en vigueur jusqu'à l'application

¹⁶ Le Pays de Marseille., Katia Imbernon , Dess-IAR 2000.

du Plan d'Occupation des Sols de 1978, sa durée semble liée aux divers plans de détails, et à la souplesse qui sera mise dans son application.

Le PDU de 1949 renforce l'idée de déplacement de l'activité en direction du Rhône via l'étang de Berre, ce qui lui sera reproché plus tard, lorsqu'on comprend, avec la crise des années 80, qu'il est préférable de conserver des activités en ville.

Il reprend les deux axes autoroutiers Nord et Est, tout en cherchant à rompre avec une logique de développement concentrique en urbanisant la troisième rocade, aujourd'hui la L2.

Les Zones Industrielles se répartissent d'une part sur le Port (industries lourdes) et d'autre part les industries légères à l'Est, où est suggérée une zone d'emploi féminin.

Les Zones Résidentielles sont très différenciées avec huit échelons entre ville et campagne. Les Zones Rurales demeurent dans le schéma. On note encore la présence d'un aéroport sur le site de Borely, reliquat d'un ancien projet imaginé par Gaston Castel.

Plus réaliste que ses prédécesseurs, le plan détermine les nouvelles limites de la tache urbaine en fonction des possibilités de viabilité. En effet, les destructions sont celles de la guerre, la rénovation ne peut plus, pour un temps, être la seule façon de redessiner la ville, quant aux voiries et à l'assainissement, le retard technique est, et restera longtemps la déficience permanente de l'urbanisation.

La revue Urbanisme¹⁷ fera la présentation du Plan Directeur d'Urbanisme de Marseille dans un numéro spécial, les contributions sont nombreuses et une divergence durable se fait jour entre l'urbaniste A.P.Hardy et l'ingénieur de la ville, R. Malcor.

A.P.Hardy¹⁸ préconise la généralisation des cités radieuses à Marseille, illustrant son propos par un article didactique sur les densités urbaines. L'ingénieur de la ville, pense pour sa part que la loi de 1919, base de l'urbanisme moderne n'a eu que faibles résultats, il dresse un constat sévère sur l'urbanisme de prestige : "C'est sans doute que le goût du grandiose a fait perdre aux urbanistes qu'avant tout leur plan doit s'adapter aux besoins et aux possibilités de la ville. Ces plans demandaient aux intérêts privés des sacrifices dont ceux-ci ne voyaient pas l'utilité. L'élargissement des voies commerçantes du centre était un leurre en même temps qu'une impossibilité financière."

¹⁷ Marseille et sa région, Urbanisme N° 5-6 1951.

¹⁸ André Pierre Hardy, élève de Victor Lalou, Inspecteur départemental de l'Urbanisme, membre de l'Atelier Castel-Hardy 1945-1955.

Il esquisse par ailleurs ce que pourrait être un urbanisme méridional contemporain : « On se rapprochera du parcellaire ancien pour des questions de climatologies. On ne fera pas table rase. On ne nivellera pas les collines comme l'ont fait les bâtisseurs du Second Empire, et plus récemment les urbanistes du Vieux Port. Soleil, luminosité, pas d'espaces libres trop grands à cause du vent, lignes continues de végétations. Les commerces doivent s'ouvrir sur des rues étroites et ombrées (souk) à conserver. Les appartements doivent avoir une double exposition, avec des jardins en cœur d'îlot.

Cette tentative de R. Malcor qui appelait de ses vœux la création d'un centre de recherche sur l'urbanisme méridional contemporain disparaîtra sous les formes clairement antirégionalistes de l'urbanisme d'Etat. Les années soixante verront une émergence nouvelle de ce thème, dans un contexte environnemental et décentralisateur, autour du Syndicat des Architectes des Bouches du Rhône.

1945-1955, OPERATIONS PHARES.

Pendant que s'élaborent les plans d'urbanisme de la ville, certains projets suivent déjà leur propre logique, c'est le cas de la reconstruction du Vieux Port et de l'Unité d'Habitation.

Suite à la légendaire commande de Raoul Dautry à Le Corbusier, le projet va être déplacé plusieurs fois, montrant combien le canevas urbain était alors loin d'être arrêté. Il est sur le site de la Madrague-Ville à l'été 1945, et à Sainte Marguerite à l'automne. Il est à Saint Barnabé à l'été 1946 et se fixe définitivement sur le Boulevard Michelet à l'automne ! L'auteur, associé à Jean Louis Sourdeau, président de L'Ordre des Architectes, contractera sur un dossier de 170 plans. Les architectes locaux ne participeront guère à cette opération expérimentale. Fernand Pouillon et Jacques-André Dunoyer de Segonzac, feront bien des offres de service, mais sans résultat. Seul Guy Rottier, élève de l'Atelier Castel Hardy, travaillera sur le projet, au sein d'une équipe internationale qui verra passer plus de cent architectes de toutes nationalités. Réalisé sous la direction de Vladimir Bodianski par la Société de Construction Moderne et les Travaux du Midi¹⁹, le plus notoire des immeubles marseillais est aujourd'hui reçu comme le premier témoignage de l'architecture postérieure au Mouvement Moderne²⁰.

A l'inverse, la reconstruction du Vieux-Port appellera une large participation des architectes locaux.

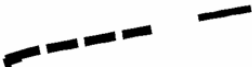
Après le concours, sans lauréat, organisé par R.H. Expert en 1946, c'est André Lecomte qui va composer un ensemble d'îlots distribués à autant d'architectes chefs de groupe ou d'opération. Lecomte, auteur, en 1941, d'un Manuel de l'Architecte Reconstructeur, est remplacé en 1952 par Auguste Perret. Le front de port est alors remodelé par Fernand Pouillon et André Devin qui recourent les bâtiments et les épaississent de la valeur d'une loge, en appui sur le domaine maritime, là encore l'épisode est légendaire.

A la fin 1949, parmi les architectes en charge de la reconstruction du Vieux Port, on trouve sous la direction de l'architecte en chef A. Leconte :

- d'une part les chefs de groupe : Yvon Bel, Yvon Bentz, Gaston Castel, Jean Crozet, Eugène Chirié, Marius Dallest, André Devin, René Egger, Pierre Jaume, Jacques Lajarrige, Louis Poutu, et Jean Rasongles ou Jean Rozan,

¹⁹ Jacques Sbriglio, L'Unité d'Habitation de Marseille, Parenthèse 1992.

- d'autre part les architectes d'opération : F. Bart, A. Bondon, A.J. Dunoyer de Segonzac, Faure, P. Franceschini, R. Guyot, J. Laffon, R. Lange, A. Michel, F. Pouillon, J.L. Sourdeau, G. Tourrières, P. Yard, et J. Zubiena.

 Au final, avec les problèmes architecturaux sur le quai de l'Hôtel de Ville, le chantier de reconstruction ne sera terminé qu'en 1955. Aujourd'hui, l'attribution officielle de la façade du port comprend A. Leconte, J. Zubiena, A. Devin et F. Pouillon ! La relecture du front de Port s'est fait en regard des autres reconstructions portuaires comme Toulon, Le Havre ou encore Royan, et à la lumière de la réhabilitation de Fernand Pouillon²¹, sa manière wrightienne, toute de matérialité, d'épaisseur mais aussi de régionalisme.

La Reconstruction.

A l'instar du général De Gaulle, Gaston Defferre démissionne en 1946 et va être remplacé par Jean Cristofol, premier maire communiste de Marseille, à qui il revient de remettre la ville en état. "Remontons nos manches" est le mot d'ordre de l'extrême gauche française qui comptait des ministres au sein du gouvernement de Gaulle.

Jean Cristofol démine, déblaye et reconstruit; pour cela il dispose de ses "équipes de choc" composées de travailleurs volontaires et bénévoles qui refont les rues, réparent les écoles²².

Neuf mois après son élection, le Maire fait un bilan : des 14.000 immeubles détruits ou endommagés, 400 ont été réparés, des cités de relogement sont construites : Bd Chave, Saint Just, Saint Barthélemy par Charles Lestrade. Pourtant, malgré cette "histoire marseillaise sans gangsters et sans pastis"²³, les rapports sont au plus mal entre les socialistes et les communistes, laissant en 1947, la Mairie au RPF Michel Carlini qui va entamer la reconstruction de la ville.

Revenant sur son mandat en 1953²⁴ il peut se prévaloir d'un bilan honorable, malgré une situation fiscale médiocre et le licenciement de plus d'un millier d'agents municipaux.

C'est une période d'actions soutenues pour l'urbanisme et le logement, largement initiées par Eugène Claudius Petit à la tête du Ministère de la Reconstruction et du Logement, depuis la loi de 1948 sur l'allocation logement et le contrôle des loyers, la création des HLM et des Sociétés Anonymes de Crédit Immobilier, l'épargne construction avec les primes à 1.000F du m2 et les LOGECO. Cette nouvelle donne institutionnelle va induire une révision des normes de confort (surfaces et équipements) premier pas dans la modernisation du secteur du logement sous le contrôle de l'Etat, en effet toute personne publique ou privée peut bénéficier des primes et prêts.

²⁰ Bernard Huet. Sur un état de la théorie architecturale... Quintette 2003.

²¹ Fernand Pouillon. Imbernon 2001.

²² Revue Marseille, Sept embre 1947.

²³ Revue Marseille, Septembre 1947.

²⁴ Revue Marseille, N°20 1953.

E. Claudius Petit, qui a une relative confiance envers les architectes, crée un corps d'Architectes Conseils de la Construction dont la mission est de favoriser l'émergence d'un urbanisme et d'une architecture moderne à travers l'industrialisation du bâtiment. Le MRU se lance dans une politique technique avec des chantiers expérimentaux (Unité d'Habitation de Marseille, procédé Camus au Havre) puis le fameux concours de Strasbourg²⁵ remporté par E. Beaudoin, associé à l'entreprise Boussiron, d'où résultera le premier grand ensemble français de 800 logements (L'équipe de P. Vago et A.J. Dunoyer de Segonzac sera classée cinquième). Le programme du concours va produire d'une part un ensemble de normes sur le logement financé par l'Etat, et d'autre part de nouveaux modèles techniques, architecturaux et urbains à l'origine de très nombreux projets de groupes de logements. Enfin, dans la lignée du Concours de Strasbourg, le Secteur Industrialisé qui programme, dès 1951, et sur cinq ans, la réalisation de 10.000 logements par an avec l'objectif de réaliser 30% d'économies sur le coût de la construction.

Déjà émerge l'idée d'une crise structurelle du logement, dont la résolution prendrait un siècle si on devait s'en tenir au rythme effectif de la Reconstruction. Malgré une inflation à deux chiffres, la construction de logements est déclarée d'utilité publique, et la loi foncière de 1953 rend, à cette fin, l'expropriation possible. Jean Monnet associe aux objectifs du second plan quinquennal l'aménagement du territoire et le logement. Dans cette effervescence, Marseille n'est pas en reste, on y croise Le Corbusier dont l'Unité d'Habitation, enfin terminée, attire les journalistes et qui produira un plan d'urbanisation du sud de la ville avec une vingtaine de Cités Radieuses. Auguste Perret aux commandes de la reconstruction du Port, termine la charpente de béton de Marignane, André Arbus remonte le Phare du Planier ou Jean Prouvé qui conseille Alphonse Arati, Marius Boyer et Charles Lestrade pour l'école de la Ferrière à Martigues.

La Municipalité a approuvé son Plan Directeur d'Urbanisme et Jean de Mailly, Prix de Rome et architecte conseil de la reconstruction, réalise des plans de détails sur divers quartiers : Saint Théodore, Bois Lemaître ou encore les terrains de la Bourse. Un concours a même été lancé sur les terrains de Saint Gabriel.

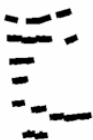
Les écoles communales de R. Egger et F. Pouillon, réalisées à partir d'éléments standardisés deviennent rapidement une référence française et le but de visites des divers ministres, faisant de la ville le ruban bleu de la construction scolaire.

Entre le chantier du Vieux-Port et l'Unité d'Habitation se développe la reconstruction de la cité phocéenne. Sur la rue de Rome, C. Lestrade réalise un immeuble urbain, tout comme celui du tandem R.Egger et F.Pouillon ou encore Devalaurie sur la Canebière. Une nouvelle typologie se fait jour alliant commerces, bureaux et habitat exprimés en strates composites sur la façade.

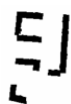
²⁵ Dont les résultats sont publiés de façon systématique dans la revue Technique et Architecture.

Mais l'essentiel se déroule dans les faubourgs proches du centre d'abord pour les sinistrés, puis pour les habitants touchés par les expropriations liées aux opérations, d'urbanisme.

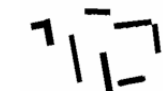
Pour ces programmes, réalisés par les Offices de la Ville et du Département, l'écriture architecturale reste encore largement empreinte de l'esprit des HBM, Gaston Castel reprendra presque à l'identique son chantier des Beaumettes entamé en 1941, la Feuilleraie, le Chemin de Fer ne sont que la reconduction des cités-jardins marseillaises d'avant-guerre.



La même tendance se retrouve pour Mourepiane, Le Canet ou la Marine Blanche (1953, J.Rozan et Martin-Chave, 120 logements).



Quant aux HLM du Racati, (1953, I. Marcuccini, 300 logements) nouveau siège de l'Office Municipal, ils semblent être sortis de l'agence de P. Heckly. Une sorte d'aboutissement apparaît pour Saint Just Palmieri (1950,



Mauge et Rivoire, 65 logements) où la rhétorique des motifs sculptés en façade et les séchoirs collectifs en terrasse donnent une dimension singulière à cet ensemble qui n'a pas pris une ride. Hélas le plan d'ensemble de 210 logements, avec une tour de 17 niveaux, ne sera pas réalisé pour cause de voie de contournement.



Les élections de 1953 vont voir Gaston Defferre s'installer durablement dans le fauteuil de premier magistrat de la ville, la lente mise en route de la Reconstruction et l'accroissement de la construction, poursuivent leur lancée. Marseille voit une architecture plus neuve se mettre en place. Programmes plus importants : à la Valbarelle (1954, P.Imbert et

Escoubeyrou, 200 logements) ou au Trioulet, (1954, J. Rozan et H.Faure Ladreyt, 250 logements) en vis à vis de la Cité Radieuse qui fait preuve



d'une plasticité assez libre.

Jusqu'à G. Castel qui sort de la facture pittoresque des HBM pour son opération de Rabateau.

L'immeuble le plus significatif de ces années reste Sulfur City (1954, A. Devin, 114 logements) la première tour marseillaise, unité très articulée d'un immeuble de duplex et d'une tour aux superstructures traitées de façon très plastique, et dont le plein corps de façade est réglé par les génératrices d'une résille de béton. L'influence corbuséenne n'est pas absente, mais tempérée d'un modernisme classique.

Bien sûr, l'événement national de 1954, c'est l'hiver, qui fait resurgir la question des mal-logés

Les logements insalubres.

Les îlots et quartiers insalubres seront une question récurrente pour les urbanistes marseillais. Les lois françaises sur cette question remontent à 1850.

En 1931, la municipalité Ribot (& Sabiani) réunit une commission qui conclue à la nécessité de construire 30.000 logements pour supprimer les taudis. L'année suivante, une convention est passée avec une société immobilière pour réaliser 10.000 logements dont 2.800 seront effectivement terminés, sous le mode d'Habitations à Bon Marché, dont profiteront essentiellement les employés municipaux.

Sous l'occupation, de nouvelles listes de taudis sont dressées qui évaluent à 6 500 le nombre d'immeubles insalubres, le Maréchal Pétain déclare qu'"une des causes de la *lutte des classes*, fatale à la nation, c'est le taudis dans la cité laide où l'ouvrier passe les hivers sans lumière et sans feu."

La libération va retrouver cette donne, et déjà il faut organiser des camps de transit dans plusieurs quartiers de Marseille : préfabriqués en bois pour le Boulevard du Capitaine Gèze, ogives en tôle ondulée à Mazargues jusqu'au plus célèbre d'entre eux, le Grand Arénas à la Cayolle construit en quelques semaines par R. Egger et F. Pouillon à partir des bouteillons de Jacques Couëlle²⁶. Marseille sera aussi le lieu de très nombreuses occupations de locaux vides par le mouvement des squatters initié à Angers par A. Brisset dite Christine.

Le terrible hiver 1954, et l'action spectaculaire de l'abbé Pierre, amène le Parlement à voter, contre son gré, la construction de 13.000 Logements Economiques de Première Nécessité, financés par un artifice budgétaire et la bienveillance de la Caisse des Dépôts et des Consignations. Jacques Chaban-Delmas alors à la tête du Ministère de la Reconstruction et du Logement lance un concours architecte-entreprise.

Construits en quatre mois en groupes de cinquante à cent cinquante logements, les LEPN vont rapidement devenir ces taudis neufs qui feront scandale dès 1955, inaugurant les réactions de rejet des pavillons préfabriqués, des cabanes à lapin, du gaspillage, qui pèseront longtemps sur les logements neufs. A Marseille, la construction sera peut-être mieux faite qu'ailleurs car la majeure partie de ces logements d'urgence est toujours debout et habitée. Les architectes marseillais sont très impliqués ; L. Olmeta, J.L. Sourdeau, L. Poutu et J. Lajarrige, P. Franceschini et

P. Yard mettront en œuvre plus de 600 logements avec les entreprises Caillol, SCIP, Eugène Terrier ou Coignard. Les sites principaux restent St Joseph, Vert-Bois, St Théodore, Val Flore, Madrague Ville, Campagne Larousse, Vallon des Tuves et Bonneveines. Entre Nord et Sud la pauvreté se partage inégalement le territoire

²⁶ Jacques Couëlle, architecte marseillais, 1902–1996.

communal dont l'aménagement va constamment être tirillé entre le développement urbain et le *logement du plus grand nombre* selon les termes de Michel Ecochard²⁷.

²⁷ Michel Ecochard, 1905-1985, architecte, archéologue et urbaniste, actif en Syrie, au Liban et au Maroc. Participe au Congrès des CIAM, d'Aix en Provence en 1953.

1955-1975, VINGT ANS DE MODERNISATION.

Passé l'immédiat après-guerre, et les effets de la Reconstruction, la crise du logement en France apparaît de façon structurelle. Les tentatives pour en amoindrir les effets rend la démultiplication de la production essentielle. Partie d'un rythme assez faible de 52 000 logements par an en 1949, le chiffre des 100 000 logements est laborieusement atteint en 1953.

Tout semble bon pour accélérer les cadences: urbanisme planifié, importance des chantiers, standardisation et industrialisation des produits. Eugène Claudius Petit, le grand ordonnateur du grand ensemble, ne cache pas les enjeux de cette stratégie.

"Le début fractionné de grands ensembles de construction représente le seul moyen pour diminuer à la fois les coûts de production et pour obtenir l'amélioration de la qualité, qui assure la suprématie de la qualité industrielle intégrée.

Il est évident que cette optique est à l'opposé de la tendance, peut-être juste, d'arriver au prix le plus bas par la concurrence, sans se soucier de la stagnation qui résulte du progrès technique.

A partir de cette approche, et en l'appliquant, il est possible de planifier les travaux, d'obtenir une concentration élevée et efficace des équipements, d'augmenter la préfabrication en cours, de généraliser l'entretien mécanique et d'organiser les chantiers.

De même la crise du logement est un phénomène de civilisation, ainsi la technique de construction subit une évolution, souvent peu agréée, dont les conséquences sont pour le moment imprévisibles. Les traditions professionnelles et les sentiments qu'elles ont suscités dans le public sont totalement inadéquats en regard de l'importance du problème, et ce n'est pas un petit obstacle. C'est un obstacle qui peut être surmonté seulement par la démonstration pratiquée l'efficacité d'une nouvelle méthode...

Des opérations de ce genre ont diverses conséquences positives. En sus de la possibilité d'une planification d'ensemble satisfaisante et d'une diminution du coût de la construction allant de pair avec l'amélioration de la qualité, ces opérations permettent la création architecturale. Ainsi, l'architecture renoue avec les grandes traditions, offrant à l'architecte des solutions monumentales, des jeux de volumes, la recherche de l'adaptation aux fonctions qui devront être remplis par la construction.^{«28}

Multiplier la production, 1954-1958.

Cette approche massive de la question du logement induira une concentration des moyens financiers de l'Etat avec la création dès 1954 par la Caisse des Dépôts et Consignation d'une société immobilière (SCIC) et d'équipement (SCET), assistées de bureaux d'étude maison. L'ensemble forme le premier maître d'ouvrage de France, bras armé des politiques techniques et financières de l'Etat, adossé localement aux Caisses d'Epargne. Cette organisation verticale doit raccourcir les délais de montage des opérations de logement dont le retard amoindrit le financement à cause de l'inflation. Ainsi naîtra Sarcelles, véritable ville neuve de 10.000 logements qui se réalisera tout de même sur une vingtaine d'années.

Le monde des entreprises est alors occupé à la reconstruction et la réalisation de grandes infrastructures économiques, notamment les barrages depuis la nationalisation de l'énergie et le premier plan Monnet. Elles vont peu à peu se tourner vers ce nouveau marché ouvert par l'Etat qu'est le logement. Dans les conditions décrites plus haut, "les grands ensembles seront pour les grandes entreprises".²⁹

L'année suivante est lancée l'Opération Million, un logement pour un million³⁰, sous forme de concours départementaux d'architecture mais sans localisation précise. Les financements H.L.M. qui avaient été différenciés en 6 catégories sont à cette occasion réduites à deux. D'une part les Logements Economiques Normalisés LEN et d'autre part, les LOPOFA Logement Populaire et Familiaux (dit aussi Million amélioré)

Le concours va voir dans plusieurs régions de France la prééminence de l'équipe de G. Candilis, A. Josic et S. Woods qui applique un principe de typologie générative et vise, au delà des seules questions de la cellule, à retrouver des éléments de continuités urbaines. Le projet de Bagnols-sur-cèze (1.800 logements, 1956-1961) conçu avec Charles Delfante, qui leur valu le grand prix d'urbanisme, reprendra ces typologies.

Une autre équipe est remarquable, celle d'A. Arati et M. Boyer qui recourent aux façons traditionnelles de la maçonnerie en petits blocs de pierre et modénatures de béton produisent des architectures aux façades assez libres et originales. Cette solution permet de réactiver des filières de productions persistantes, dans une période de grande pénurie de matériaux et d'engins de levage. Ces réalisations vont s'échelonner jusqu'en 1959.

²⁸ Expérience de la reconstruction française, in Casabella, N°199, 1953-54.

²⁹ Annie Fourcaut, Revue Urbanisme N°322, 2002.

³ Le million de 1955 équivaut à 113 000 euros ou 741 230 FF valeur 2000 !

Institué par la loi-programme du 24 Mai 1951, le Secteur Industrialisé est un plan de construction qui vise à produire 10 000 logements par an à diminuer les coûts de construction de 30% en rationalisant la production en réduisant le nombre d'heure de travail. Les programmes du Secteur Industriel, ouvrent des concours architectes-entreprises, sous la direction des chefs de groupe Jean Rozan et André Devin, d'où sortiront les premiers ensembles de 7 à 800 logements à Marseille.

Enfin les concours du secteur Economies de Mains d'Œuvre, cherche à ouvrir les projets d'architectes aux procédés de construction (Cauvet, etc) J.L.Sourdeau et L.Poutu en seront les architectes. Ces concours répétés appuient une politique technique et financière qui maintient la mobilisation du secteur du bâtiment, empilant dispositifs sur dispositifs en matière de logements. Mais les résultats restent encore assez incertains, les programmes sont annuels, leurs effets ne se font sentir que plusieurs années plus tard, le tout dans une ambiance d'inflation à deux chiffres qui érode les financements.

Pourtant la période qui précède le retour du général de Gaulle au pouvoir, va se conclure par l'importante Loi Cadre de 1957 initiée par Pierre Garet, tendant à favoriser la construction de logements et d'équipements normalisés collectifs. Parmi les thèmes avancés, on retrouve la planification de la construction, les zones à urbaniser en priorité, les agglomérations nouvelles, la rénovation d'îlots urbains, la redistribution parcellaire, le financement des équipements, la politique foncière, la création de maîtres d'œuvre, et l'aménagement volontaire du territoire. L'ensemble de ces dispositions ont pour objectif d'atteindre un rythme de construction de 300 000 logements par an.

La production marseillaise de la période 55-58 a été pour partie, programmée les années précédentes, ce retard historiographique est la loi du genre, la municipalité Defferre n'y est qu'indirectement impliquée. Les traits de cette production sont marqués par l'expérience de la reconstruction du Vieux Port et l'importance des ensembles, en nombre de logements, sorte de passage de l'ensemble au grand ensemble, terme impropre à la réalité locale, mais juste pour les mesures quantitatives.

Pas moins de quatre ensembles comprennent de 700 à 900 logements, Le Square Michelet (1956, G.Delbes, 692 logements) compose selon les directions de l'Unité d'Habitation, une symétrie encore très avant-guerre.



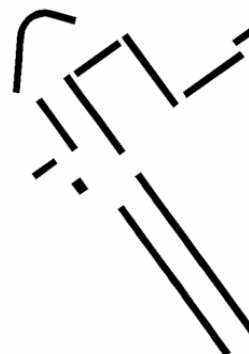
La Pauline (1957, G.Delbes, A. Michel et L.Olmeta, 975 logements) montre la difficulté de tenir un plan de masse sans composition claire : les limites et les dénivelées déformeront le réglage des blocs parfois même simplement mis en batterie.



Saint-Barthélemy SNCF (1955, C.Lestrade, 672 logements) recherche cet urbanisme villageois et méridional qu'évoquait R. Malcor, mais où ni commerces, ni mairie, ni l'église ne vinrent jamais. Reste l'inestimable valeur des amples vides urbains qui, malgré les densifications de 1962, évitent aujourd'hui encore l'envahissement des automobiles.

Bois Lemaître (1955, L. Olmeta, 933 logements), qui reprend

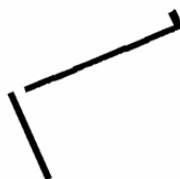
partiellement le projet de J. de Mailly, et réalise un tracé de très grande ampleur, dominé par une tour aux accents speerians³¹. Le dispositif permettra de ménager une belle bande de pinède formant l'armature des espaces verts. Quant aux façades de pierre, elles reprennent les techniques mises au point par Marceroux pour F. Pouillon lors de la reconstruction du Vieux Port. Le projet sera reconduit à Aix en Provence en 1958 et Château Belmont en 1962.



Les Rosiers (1957, J. Rozan, 720

logements.) est la grande opération du CIL, destinée au personnel de la Société des Eaux, de la RATVM, de la réparation navale et des huileries. Elle s'organise autour d'un modèle de bâtiment construit en poteaux dalle dont l'intérêt

réside dans le système de distribution spatiale qui allie ascenseurs, coursives et escaliers que n'auraient pas renié les architectes du Team Ten³². On est en présence d'une véritable promenade architecturale construisant des modes de déplacement, des points de vue de l'architecture sur elle même. On a rapproché ce groupe d'habitation avec le grand ensemble du 23 de Junero de Carlos Raoul de Villanueva, réalisé à Caracas aux mêmes dates, sans qu'on puisse identifier les parentés exactes, sinon que Villanueva est un architecte formé en France.



Parmi les autres réalisations remarquables beaucoup d'entre elles se construisent autour d'un bâtiment majeur et monumental. C'est le cas du Grand Saint-Giniez avec sa très longue barre (1955, M. David, J.Crozet, Bremond, 348 logements) et ses façades antithétiques, entre moellons en appareil cyclopéen au Sud et

panneaux préfabriqués en béton de gravillon lavé, très blond, au Nord.

³¹ La comparaison avec le pavillon de l'Allemagne pour l'exposition de 1937 est instructive.

³² On peut établir un parallèle avec la coupe du projet de G.Candilis, S. Wood et & A. Josic pour la concours de

C'est encore le cas pour la Verdière (J.Lajarrige, L.Poutu, 1956, 224 logements) et Mazargues (J.Faure-Ladreyt, J. Rozan, 1957, 300 logements) qui cherchent une expression déclamatoire proche de la monumentalité des années trente. Il apparaît que ces ensembles cherchent à régler la question du nombre important de logements par un bâtiment unique, ou presque, sur le modèle de l'Unité d'Habitation du Corbusier, dont ils reprennent la rhétorique massive et saisissante.

Parmi cette génération établie, les réalisations d'A.J. Dunoyer de Ségonzac tranchent. Cantini (1955, 144 logements) et Bel Horizon (1956, 133 logements) prospectent de nouvelles typologies, fondées sur la recherche de standards minima. Sous influence corbuséenne par le béton brut, les pilotis, mais aussi plus singulières avec ces nouvelles modénatures produites par des menuiseries extérieures standardisées, formant remplissage et division de la travée du gros œuvre.

Enfin A. Devin réitère Sulfur City pour la tour Le Pharo (1956, 105 logements) articulant deux corps de bâtiment à la tour, plus massive et plus haute, réglés par une résille de béton très aérienne, détachée du périmètre des immeubles, comme flottante. Cet agencement tripartite, évoque le Bauhaus de Dessau par W.Gropius.

Les années Sudreau, 1958-1962.

Avec l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle, c'est Pierre Sudreau, ancien commissaire à l'aménagement de la Région Parisienne, qui s'installe au Ministère de la Construction, il y restera jusqu'en 1962, remplacé par Jacques Maziol qui poursuivra sa politique jusqu'en 1966. Après l'instabilité chronique de la IV^e République, l'inflation jugulée, on passe dans le temps long de la politique de construction.

Les premiers décrets de 58 portent sur la création des ZUP : l'état acquiert les terrains à urbaniser, localise toutes les opérations de plus de 100 logements et programme les équipements. Ancien commissaire pour la Région Parisienne, P. Sudreau connaît bien les questions du logement. Avec Max Querrien et Edgard Pisani, il réactive une commission sur *la vie dans les grands ensembles* que dirigera Gérard Dupont, A laquelle participent Le Corbusier, F. Pouillon, J.H-Labourdette ou Gaston Defferre qui vient d'entamer un second mandat.

Marseille, première ville d'opposition, va jusqu'en 1965 participer très activement à l'effort de construction³³. Dès 1961, Guillaume Gillet, Grand Prix de Rome, établit les plans de la ZUP N°1 entre le Canet et Malpassé, avec l'architecte conseil du Ministère

Bilbao- vallée d'Assua en 1962.

³³ Selon A. Olivesi, la ville a participé, sous diverses formes et à hauteur de 48%, à la construction des logements sur la période. In Histoire de Marseille, E. Barlatier & alii, Privat, 1973.

Xavier Arsène-Henry arrivé de fraîche date. La ville crée de nouveaux organismes constructeurs : coopératives (Bernabo, Lacydon), SEM (Campagne Larousse, Bourse) ou Sociétés Anonymes (Samcle, Samdel)³⁴. Aux grands offices publics (Municipal, Départemental) s'ajoutent de nouvelles sociétés d'HLM.

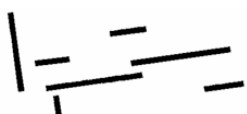
La ville, au-delà des garanties d'emprunts, prend en charge financièrement la différence entre le coût de construction et les prêts accordés par l'Etat (Logeco, LEPN, LEN puis PSR), elle intervient dans l'achat et la viabilisation de terrains qu'elle fournit gratuitement ou à prix coûtant aux constructeurs³⁵. Cette dernière forme d'aide, ainsi que les multiples lotissements municipaux réalisés, notamment pour les groupes de Castors, va peu à peu disjoindre les différentes phases de la construction. Aménagements et équipements ne sont plus du ressort de l'architecte, lui-même cadré par l'architecte conseil, l'architecte en chef ou l'architecte chef de groupe. Cet urbanisme dissociatif induit un retrait des architectes dans l'aménagement des espaces extérieurs, mis en place, lorsque ça l'est, par les services des voies et réseaux divers, isolant de plus en plus le bâtiment de son contexte, lui-même souvent réduit à de pures fonctions techniques.

Enfin, la production des groupes scolaires et terrains de sport monte en puissance, ne laissant, au-delà de leur qualité exceptionnelle, aucun quartier sans équipement. En effet Marseille sera la première ville française à avoir son programme d'équipement et de modernisation inscrit au Plan.

Avec 661.000 habitants en 1954, Marseille passe de 3.328 logements par an en 1954, à 6.000 en 58 et plus de 9.000 en 1962, la ville comptera alors 782.000 habitants.

En visite à Marseille en 1958, le ministre de la Construction Pierre Sudreau, en général plutôt inquiet de la qualité de la production française du moment, déclarera : "J'ai vu à Marseille des réalisations qui m'ont réconforté et qui sont très supérieures à ce qu'on voit dans l'ensemble de la France. "

Les réalisations architecturales de la période sont très diverses, à la fois comme éléments programmés antérieurement et comme nature de programme.




Inclus dans le Secteur Industrialisé la Marine Bleue (1958, 788 logements) et Campagne Levêque (1959, 806 logements) totalisent plus de 1.500 logements et fédèrent autour de

A.Devin et J.Rozan : L. Olmeta, L. Poutu et E. Castel, J. L. Sourdeau et Gauthier. Issues d'une loi programme de 1951, ces réalisations, resteront à Marseille marquées par l'architecte-conseil J. de Mailly. Celui-ci fournira plusieurs plans de masses dans la cité phocéenne dont la conception se situe dans droit fil de sa réponse au concours

³⁴ S. A. Marseillaise pour la Construction de Logements Economiques, S. A. Marseillaise pour le Développement du Logement.



³⁵ Revue Marseille ,n° 58 Mars 1965.

de Strasbourg. On trouve en effet des compositions autour d'une barre monumentale flanquée d'immeubles de moindre ampleur.



D'une composition moins méthodique, mais agençant un bâtiment majeur en S à un groupe de petits immeubles barrettes, Campagne Signoret, aujourd'hui Saint Just Bellevue (1961, J. Lajarrige et L. Poutu, 584 logements) s'appuie sur des modèles éprouvés.

Ultime phase du Secteur industrialisé, Consolat, (1961, 570 logements) et La Rouguière (1961, 632 logements) dérivent des procédés de pierre prétaillée (Marcerou, SCEPER) dont la fiabilité et l'aspect vont assurer au modèle un très grand développement sur la région jusqu'en 1965. Ces deux opérations sont réalisées par P.Jaume, A.Devin, F. Bart, J. Berthelot et H. Faure-Ladreyt, inaugurant la règle de reconduction des commandes qui, à Marseille, seront le plus souvent fractionnées et disséminées sur le territoire communal.



Les Opérations Million, dont les concours ont eu lieu en 1955, sortent de terre plus rapidement. Le Duc (1958, 120 logements) et Le Petit Séminaire (1959, 240 logements) de formes identiques au Super Belvédère (1956, 160 logements) conçu par l'équipe G.Candilis, A.Josic & S.Wood associés à J.L. Sourdeau, sont de véritables typologies génératives d'un tissu urbain combinatoire.

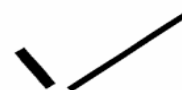


L'équipe A. Arati et M. Boyer livrent St. Théodore (1958, 220 logements), La Martine (1958, 259 logements) et La Grande Bastide (1957 à 1960, 480 logements).

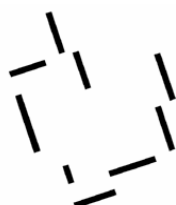


Autre architecte resté présent sur le front du logement économique, c'est J.Rozan, qui signe aux Tilleuls (1958, 391 logements) un projet dont les types seront reconduits aux Olives (1960, 431 logements) où l'architecte est associé à H. Faure-Ladreyt, comme pour le groupe Mazargues (1957, 300 logements)





Il reste que des ensembles plus singuliers sont produits à cette période. Campagne Larousse (1958, A. Devin, J.L. Sourdeau et M.Scialom, 390 logements) dont une partie reste assez classique dans sa forme bien que construite en système poteau dalle. Les deux immeubles les plus au Nord possèdent une dimension plus élaborée, avec des registres de balcons proches de l'utilisation qu'en fait Perret au Havre. La façade Nord, est largement organisée par des claustras qui filtrent la vue sur les pièces humides. Ici, le nom de A. Arbus apparaît comme conseil !³⁶



Mais l'opération la plus spectaculaire est certainement le Parc Kalliste (752 logements) de Claude Gros et Devalaurie qui compose un plan de masse ouvert, antisymétrique et antiperspectif. Les façades de béton brut sont équilibrées, n'exprimant que le système constructif : planchers, poteaux et allèges en remplissage de galets lavés. Cette syntaxe de décomposition de la construction par éléments, dans la manière des architectures de bois, évoque le Japon, va devenir une permanence de l'architecture de C. Gros que l'on retrouve autant pour le Saint Georges (1960, 222 logements) qu'à La Granière (1961, 445 logements).



Au tournant des années 60, la revue de la chambre de commerce publie un Numéro Spécial sur l'habitat et l'équipement collectif à Marseille³⁷. Cette enquête réalisée par l'IRES et Lucien Cabaniols, montre d'une part Marseille comme un des plus gros chantiers de France et d'autre part la prise en compte par les élites locales des conséquences de l'urbanisation. « Le groupe d'habitation s'est imposé comme solution la plus raisonnable » est-il mentionné en introduction. La question porte sur la notion d'unité de voisinage, défini par le degré d'équipements d'ensembles de logements. On y compare des ensembles comme Bois Lemaître, l'Est marseillais, La Sauvagère, l'Ile de France , Campagne-Lévêque ou Le Corbusier, répertoriés par catégories de prestation : HLM, LOGECO, confort, luxe ou expérimental.

Le concours de Marseille, dit des 4000, se situe dans la suite des programmes de relogements des habitants d'îlots insalubres touchés par les plans d'urbanisme : Vieille Charité, Sainte Barbe, Le Refuge, La Corderie ou Fonscolombes. C'est un

³⁶ Technique & Architecture, 19° Série, N° spécial sur la SCIC, 1959.

³⁷ L'Habitat et l'Équipement Collectif dans les Nouveaux Ensembles de Logements de Marseille,

concours ensemblier architecte-entreprise à deux degrés, portant sur les terrains de Malpassé, Saint Barthélémy - Busserine et La Viste. Ce concours, lancé dès 1958 par Sudreau qui recherche de nouveaux modèles architecturaux et urbains de développement, est l'expression d'une coopération inédite avec la municipalité G. Defferre, ce qui ne sera pas toujours le cas ! Pour une fois les terrains sont acquis, les financements prévus³⁸ et les prix d'entreprises affichés : le logement comme dispositif de coproduction économique entre l'Etat et la Commune est en place, aux architectes de faire le reste.

Alors que les derniers programmes du Secteur Industrialisé sont encore en livraison, ces programmes de relogements sont déjà réceptionnés. La Viste (1962, 700 logements) retrouve l'équipe G. Candilis, A. Josic & S. Wood associés à L. Olmeta. Ils poursuivent ici l'expérience de Bagnols-sur-Cèze, dans l'articulation de volumes entre tours à trois branches et bâtiments bas, la coloration néo-constructiviste (recours au noir) et façades cinétiques (volets coulissants) qui « effacent la façade dessinée par l'architecte afin que l'immeuble devienne à l'image d'un organisme vivant ».

Peu à peu émerge une architecture, à la française, née de la norme technique, des coûts, des cadences mises en musique par la SCIC qui produit des logements de divers *standings*. L'opération de la Bourse (1962, Boileau et Labourdette, 310 logements) est un bon exemple, édifée sur les terrains libres, elle est un des prémices des rénovations urbaines. Les architectes sont ceux de la Caisse des Dépôts, pour qui réalisent la ville nouvelle de Sarcelles.

Sur un plan composé avant 1953 par J. de Mailly³⁹, ils font le choix de la ville dense (les tours), et de la mixité (commerces, bureaux, logements). Associés à l'ingénieur Jean Louis Sarf, ils innovent aussi dans la technique : exo-structure, ossature de béton blanc, remplissage de pierre froide mince, radiateurs en acier. Distribuées en redents sur la perspective du Cours, en recul sur de courtes *piazzettas* new-yorkaises qui renforcent la perception d'élancement⁴⁰. Les avatars de l'opération sont connus, faisant des tours un très intéressant fragment qui ne connaîtra pas de réel achèvement urbain.

Autre opération en rénovation, celle du Parc Bellevue (1961, R. Egger, OTH, 810 logements) d'une architecture austère et dense, haute avec des prospects courts, qui ne ressemble guère aux principes de l'urbanisme français et ses plans de masse ouverts.

Plus proche des standards urbains français du moment, le groupe d'habitation de Sainte Geneviève (1961, M. Graveleau, J. Berthelot et A.

Revue de la chambre de commerce, Numéro Spécial, 1960.

³⁸ Calculés en nouveaux francs.

³⁹ AM 478 W369

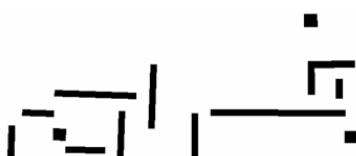
⁴⁰ Voir les buildings de Manhattan : le Lever House, S. O. M., 1952 ou le Seagram, 1958, Mies van der Rohe.

Michel, 339 logements) parvient à une composition équilibrée, dans sa partie la plus septentrionale. Articulant une tour et plusieurs barres et réglant un dispositif de galeries couvertes entre les immeubles qui assied les échelles tactiles des soubassements de pierre en appareil cyclopéen. On retrouvera cette même attention à l'articulation des immeubles avec des échelles diverses sur l'ensemble des Vieux Cyprès (1962, M. Graveleau, 611 logements) où tours, commerces, barres et maisons en bandes sont associés dans un véritable dispositif paysager.



La croissance démographique amène maintenant de nouvelles classes d'âge à l'université, il faudra aussi loger ces étudiants. Les cités universitaires s'inventent: Gaston Berger, (1960, J. Berthelot, C. Pichoux, 400 chambres) la première du genre va connaître un certain succès éditorial au niveau national. L'ensemble est compact, racheté par un déhanché du plan et des volumes d'accueil, au sol, un appareil polygonal rectangle

très étudié se retourne sur certaines parois.



Enfin cette période se poursuit par la livraison de Saint Barthélemy - Picon autre résultat du concours des 4 000 logements de Marseille mené par la SCIC (1962, F. Madeline⁴¹, C. Lestrade, A. Bondon, P.Averous et M. Scialom, 1000 logements). Installé

sur le site de la ZUP N°1 dont Guillaume Gillet est l'architecte en chef. La composition se développe sur la voie structurante de la ZUP (actuellement Salvador Allende) alternant un réseau de tours et de longues barres assez basses définissant des espaces en coulisses occupés par les équipements scolaires. L'entreprise SAEPP, future SAE recours ici à un procédé de construction d'origine allemand, utilisant le béton caverneux. Une nouvelle génération apparaît, celle de P.Averous et M. Scialom, les diplômés de l'après-guerre qui donnent ici, un plan en extension, cadencé par cinq tours.

⁴¹ F. Madeline, lauréat de la reconstruction du front de port de Toulon, remplacé en 1949 par J. de Mailly.

Une des particularité de la ZUP N°1 sera d'appliquer la grille Gérard Dupont qui vise à assurer aux ensembles de logements les équipements nécessaires aux habitants. Cette norme d'équipement établie en 1959, cherchait alors à éviter l'effet "cité dortoir" des ensembles de périphérie, sur ce point la municipalité est plutôt en pointe notamment dans le domaine des groupes scolaires et des terrains de sports. Pourtant si les équipements sont nécessaires, le pessimisme des dirigeants envers ce qui se construit est grand. Dans la revue Technique & Architecture⁴². P. Sudreau plutôt qu'une introduction de circonstance, publie la directive qu'il adresse aux préfets et directeurs départementaux de la construction, il parle de « Période de laisser aller » ; de « divorce entre la perfection des moyens de production et de communication et l'anachronisme de l'habitat » et se pose la question de « pourquoi les grands bâtiments que l'on retrouve à Lille, à Toulouse, à Marseille, à Nice constituent-ils les mêmes erreurs ? »



A l'opposé de la ZUP en train de naître, le Parc Sévigné marque le développement de la ville vers le Sud. Mené par le promoteur privé, Zographos, le Parc Sévigné, (1962, A. Chrysocheris, 434 logements) inaugure, face à la Cité Radieuse un urbanisme de grande hauteur à l'image des tours de J. Henri-Labourdette. Avec l'arrivée des rapatriés d'Algérie, l'opération sera poursuivie (Le Nouveau Parc Sévigné) jusqu'à atteindre un millier de logements. Peu de groupe d'habitation aura une couverture médiatique de cette importance, là encore, la présence d'équipements à la livraison des logements est très exceptionnelle dans l'urbanisme français...

Le tournant des années soixante reste pourtant dramatique pour Marseille, la fin de la guerre d'Algérie va voir transiter par la cité phocéenne le cortège douloureux des rapatriés. Un million de personnes y passeront, 130 000 s'y installeront. Le référendum du 28 Octobre 1962 témoigne d'une hostilité au gaullisme⁴³, le non l'emporte. La ville se prépare au destin de grande cité d'opposition au moment même où finissent les échanges privilégiés vers le Sud, où les filiales sont fermées dans le reflux précipité vers la métropole.

⁴² T&A , N° 4, Mai 1960.

⁴³ Dans ses Mémoires d'Espoir, le général De Gaulle rappelle l'accueil reçu lors de sa visite de 1961.

Le Ruban Bleu de la construction, 1962-1968.

A partir de 1962, c'est Jacques Maziol qui, nommé ministre de la construction dans le second gouvernement Pompidou, va poursuivre la politique de Sudreau. Jacques Maziol est en première ligne lors du congrès HLM Marseille où il assure les bailleurs sociaux de l'aide du ministère pour le logement des rapatriés. Dans les Bouches du Rhône c'est R. Rudeau⁴⁴ qui dirige les services de la construction jusqu'en 1966. Rudeau, pour qui l'expérience marseillaise sera riche d'enseignement puisqu'elle sera à l'origine de la création des ZAC et de l'impôt foncier pour limiter les effets la spéculation foncière. Enfin on peut dire qu'une génération nouvelle d'architectes apparaît sur la scène locale, qui va se manifester par l'arrivée à la présidence du Syndicat des Architectes en 1962, de Max Graveleau et Roger Dabat. André Malraux initie la loi du 4 Août 1962 portant sur les secteurs sauvegardés et marquant un mouvement de retour sur les centres urbains historiques menacés par la rénovation.

À l'urgence de l'après reconstruction qui fait passer le rythme des livraisons annuelles de logements de 2500 en 1955 à 9500 en 1960⁴⁵ ; la nouvelle urgence va être de loger les rapatriés d'Algérie. La modernisation de la construction est en passe d'être réalisée, les reconductions de programmes vont se généraliser (Les Libérateurs, St Thys), les densifications sont systématisées (Consolat, St Barthélémy SNCF ou Frais Vallon). De nouveaux organismes de constructions liés aux rapatriés sauront condenser les capitaux d'Indochine ou d'Algérie pour monter des opérations immobilières avec ventes sur plan, et plutôt organisées en copropriétés qui finiront par l'emporter dans le paysage Marseillais.

Dans cette surchauffe immobilière, les solutions d'urbanisme ont le plus grand mal à s'ébaucher. Si la concession ZUP N°1 est enfin dévolue à la SOMICA en 1963, les tentatives de la ZUP N°2 (St Tronc), puis N°3 (Les Caillols, Chrysocheris architecte) ne verront le jour que bien plus tard et sous forme de ZAC.



Une des opérations phares reste La Rouvière, aujourd'hui la plus grande copropriété d'Europe avec ses 2144 logements, qui livre sa première tranche en 1962 (R.Guyot architecte, 868 logements) réalisé avec des dommages de guerre d'Indochine par Cravero, tout à la fois entrepreneur et promoteur. Le plan de masse sera largement inspiré par Xavier Arsène-Henry, architecte-conseil, alors en charge de l'opération Valdegour, Pissevin à Nîmes et qui semble avoir

suivi de près le chantier.

⁴⁴ R.Rudeau sera Directeur de l'Aménagement Foncier et de l'Urbanisme entre 1968 et 1974.

⁴⁵ A. Olivesi, in Histoire de Marseille, cf infra.

Parmi les ensembles de cette période, on identifie assez clairement les solutions déjà éprouvées et reconduites, dont les auteurs ont fait partie de la reconstruction du Port.



La Sauvagère (1963, E. Chirié, 642 logements) non loin de la Pauline ; La Rose le Clos (1963, J. Lajarrige, 734 logements) qui réédite le programme de St Just Bellevue enfin Le Parc Corot (1963, R. Lange, 397 logements) ensemble de belle qualité qui reste dans des registres et une composition proche de la reconstruction.

Dans cette urgence à loger, donc à construire, un certain nombre de standards architecturaux vont se développer avec la modernisation forcée de l'industrie du bâtiment. Issu d'un académisme moderne inspiré de la Charte d'Athènes et de l'héritage de l'Ecole des Beaux Arts, c'est l'expression d'une tendance française dont un des meilleurs représentant reste Jean Dubuisson⁴⁶. Généralisation du coffrage tunnel, expression de la structure aboutissent à révéler une image de la grille constructive tout particulièrement sur les loggias dont les gardes corps apparaissent comme une modérateur possible. Michelet-Mazargues (1964, B. Delbes, 306 logements) face au Stade, est significatif de cette tendance avec son plan de masse en grecque, et la grille constituée par les refends, planchers et

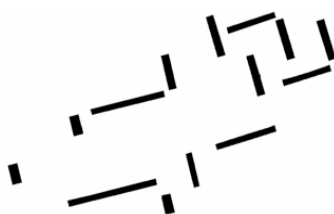


lisses horizontales des gardes corps.



Même logique répétitive pour les Aygalades (1965, H. Faure Ladreyt, et J. Rozan, 598 logements) de part et d'autre l'autoroute A7, avec ses effets de rythmes et de façades libre des distributions intérieures. Pour le Travaux du Midi, c'est une des premières applications du procédé de préfabrication Fiorio dont


la plateforme logistique est installée à Plan de Campagne. On notera encore l'expressivité des loggias pour la Grande Corniche (1964, L. Olmeta, 227, logements). Enfin Frais Vallon, (1964, A. Devin, E. Castel, J. L. Sourdeau et Gauthier, 1516 logements) ultime reconduction des programmes de construction industrialisée, qui va être densifiée à partir de 1962. On peut lire un plan de masse double avec une composition de grandes tours et de grandes barres assez aérée juxtaposée à un plan tout en bâton rompu de cités radieuses économiques. Ce sera aussi une des premières réhabilitations marseillaises dans le cadre des dossiers Habitat et Vie Sociale en 1976.




⁴⁶ Mais aussi Badani Roux-Dorlut, Sonrel et Duthilleul, Boileau et Labourdette. Heaume et Persitz


La force de ces modèles d'architecture française touche également un ensemble destiné aux rapatriés : Le Castellans (1965, P. Jaume, F. Boukobza, P. Jameux et P. Mathoulin, 816 logements) avec des panneaux habillés de pâtes de verre grise et un certain soin des espaces extérieurs tout en murs étagés qui évoquent Taliesin de F. L. Wright (1937).




 Nouvelle entrée dans la puissante architecture des immeubles de la ZUP N°1, les Lauriers (1965, P. Franceschini, P. Yard, 400 logements) qui fait partie de la série de Malpassé : Lauriers, St Just Bellevue et les Oliviers A trois barres prédominantes dont le dessin doit autant à l'architecte en chef (G. Gillet) qu'à l'architecte conseil (X. Arsène Henry).

Malgré cette standardisation rigide de l'urbanisme, une nouvelle génération d'architectes se manifeste, qui va reconsidérer la donne rationaliste de la construction au profit d'explorations plus libres des nouveaux lexiques architecturaux.

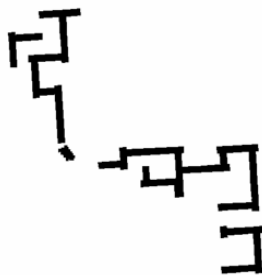
 On la retrouve dans l'architecture plus urbaine de la Cité Paul Arène installée sans heurt à deux pas de l'Eglise de Saint Barnabé (1964, M. Graveleau, 123 logements) où l'on reconnaît les éléments de Ste Geneviève : galeries de béton, tour orientée, traitement recherché des espaces extérieurs, apports artistiques.

 Autre architecture urbaine : le Marceau qui reconstitue autour d'une terrasse aménagée, un îlot selon des gabarits haussmanniens. Sur le domaine public, se trouve une façade épaisse de loggias et de terrasses où les claustras de bois le disputent aux séparatifs de verre (1964, C. Gros, 232 logements). L'ensemble commandé par deux entrées, traitées en espaces de représentation sur un double étage, dont le genre est renouvelé par des escaliers mécaniques et agrémenté de grandes fresques modernes du peintre P. Ambrogiani.

 D'autres exemples montrent un renouvellement du lexique corbuséen dans un contexte de tissus villageois marseillais (1963, Rue Auger, P. Jameux, 100 logements). L'ensemble témoigne d'une grande attention dans le traitement des bétons, des parements de briques en claustra dans un site particulièrement escarpé. Appartenant à ces nouvelles copropriétés, Bel Ombre, (1965, 145 logements) immeuble barlong, surmonté de *penthouses* dont tout la façade Est, traitée comme un domaine public vertical, est entièrement dédié à la promenade architecturale. On ne peut s'empêcher de penser à l'immeuble Trèfle de G. Candilis à Oran.



Pour terminer cette série, un ensemble majeur, recomposant un urbanisme fait de continuités bâties, organisé autour d'une suite d'ambiances dont on a peu d'équivalent en France. Le Parc de La Maurelette, conçu par les fils d'Eugène Chirié (1964, J. et P. Chirié, 745 logements), le coloriste B. Lassus et le paysagiste Sgar, l'équipe pluridisciplinaire invente là un nouvel environnement à la fois visuel et urbain. On peut à la fois y voir une nouvelle sensibilité des architectes au cadre de l'architecture, en même temps qu'une nouvelle façon de travailler en groupe. C'est sans doute le premier ensemble qui aurait dû être protégé ; aujourd'hui la disparition des pâtes de verre, matière même de l'architecture polychrome, est irréversible.



Pour la période, 1965 reste une date clef, c'est en effet l'année de la disparition du grand maître, Le Corbusier, auquel Malraux fera des funérailles nationales deux ans après avoir créé une Commission chargée de préparer la liste des monuments dits *modernes* à protéger au titre de la législation sur les monuments historiques.

Le vieil homme n'aura pas participé à ce dont il avait rêvé avant-guerre, la prise du bâtiment par la grande industrie. Sans doute ne l'avait-il pas imaginé ainsi. Son œuvre qui aura inspiré la nouvelle génération d'architectes, sans que l'école des Beaux Arts ne s'en fasse véritablement l'écho, n'aura pas reçu non plus de réelle évaluation, le monde se partageant à son sujet entre adulateurs et contempteurs !

Marseille va réélire Gaston Defferre à un troisième mandat municipal. Il devient le grand parlementaire d'opposition, se présentera sans l'emporter, contre le général de Gaulle aux présidentielles de 1966. La ville fait vraiment figure d'adversaire, ce qui lui sera compté lors de la création, par E. Pisani, du grand ministère de l'Équipement qui concentre les travaux publics, la construction, le logement et l'urbanisme. L'Équipement va devenir le premier budget de l'État. La direction départementale sera confiée à A. Ponton qui restera en place jusqu'en 1975. Une stratégie de position se met en place pour une certaine durée.

Après son départ, l'architecte-conseil du département⁴⁷ est remplacé par un collectif d'architecte locaux, marquant à la fois l'émancipation de ceux-ci par rapport au régime général des architectes conseils, mais aussi la position de juge et partie dans laquelle se mettent les architectes marseillais. Cette parenthèse se prolongera après 1968, relayée par l'arrivée de L. Hoym de Marrien nouvel architecte -conseil du ministère.

Localement, les architectes progressistes qui se sont organisés en plateforme professionnelle de formation, espèrent beaucoup de cette nouvelle organisation ministérielle. L'équipe du Syndicat des Architectes, jugeant du peu d'écho que les

⁴⁷ Xavier Arsène-Henry, *Rentrons, il se fait tard*, l'Harmattan, 1999.

réalisations locales ont au niveau national, créé sa propre revue : Prado, qui aura une vingtaine de parutions jusqu'en 1989.

A partir de 1966 la nouvelle génération d'architectes va produire les meilleures réalisations du moment.



Aux Lierres (1966, P. Averous, M. Scialom, 312 logements) dont la composition en plan reste une géométrie d'équerres et de crosses centrées, en ailes de moulin, sur une tour. La maîtrise des techniques du béton et des panneaux légers apparaît sur la tour centrale, au profit d'une plastique recherchée et non réursive, toute en découpe et plissé. Le projet est contemporain et de plain-pied avec ceux, mieux publiés, d'Anger et Puccinelli ou de l'Atelier de Montrouge.



Un second groupe est livré cette année-là par les mêmes architectes, Val Plan, (l'Américaine, 1966, P. Averous, M. Scialom, 806 logements) qui s'organise en unité de voisinage, avec trois ensembles distincts. A des immeubles aux façades orientées et très horizontales dessinant un plan en grecques, répondent des tours assez cubiques étageant des ruptures de registre autour de verticales. Cet ensemble, peu favorisé par la proximité de grandes voies structurantes, possédait une très élégante polychromie signée par F. Martinelli auteur aussi de celle des Lierres, les deux ayant disparu sous des ravalements peu soucieux de sens .



Autre opération exceptionnelle Château Sec dans le Sud de la ville (1966, B. Laville et M. Fabre, 499 logements). Ici le plan de masse "en extension"⁴⁸ se centre sur un vide, une dalle bordée d'immeubles recherchant d'évidence une grande variété tant typologique que sculpturale.

Là on pense bien sûr à la Tour des Assemblées de O. Niemeyer (1960) à Brasilia, refendue sur toute sa hauteur, ailleurs les corbeaux moisés d'une autre tour plus cubique évoquent l'Hôtel de Ville de Tokyo de K.Tange, ailleurs encore des barres sont distribuées par cages ou par coursives.



Enfin Le Brasilia (1967, F. Boukobza, 221 logements) qui reprend dans la confrontation avec l'Unité d'Habitation le principe d'un immeuble monumental en secteur circulaire, vraisemblablement pour éluder la question directionnelle, de rattachement cardinal ; comme pour le Trioulet ou la Verdière.

⁴⁸ J.P. Fortin, L'espace et ses raisons, PUCA, collection recherche, N°125.



A côté de ces ensembles “stars” déjà bien repérés, on peut trouver des groupes d'habitations de moindre ampleur et qualité architecturale au moins égale. C'est le cas des Platanes de (1967, P. Jameux, 145 logements) qui associe de manière virtuose la brique et le béton brut. La Bastide, dans un petit bosquet (1967, G. Lefèvre et J. Agopian, 102 logements) qui apparaît comme un véritable modèle pour l'architecture de basse densité avant les tissus proliférants.

Parmi ces petits programmes, on peut retrouver les logements d'infirmières (1968, Claude Gros, 3x150 logements) disséminés dans les hôpitaux marseillais et constitués par des tours géminées de 10 étages, couronnées d'ombrières et dont les façades préfabriquées restent d'une belle tenue.



Enfin, toute proche de la ZUP, la deuxième tranche de La Brunete, (1968, J. Crozet, 168 logements) qui allie un programme composé de surfaces commerciales, bureaux, activités, sports distribués autour d'un jardin surplombé par trois immeubles. Dans la logique d'un îlot ouvert, les immeubles sont reliés par des galeries de béton. Les façades cherchent une alternative à la travéation ordinaire en condensant fenêtres de chambres en quinconce, et grille de béton des séjours, cuisines, celliers.



Sur le territoire de la ZUP N°1, les opérations commencent à émerger avec d'abord les Oliviers (1968, M. David, R. Lange et A. Michel, 277 logements) qui forme un fond de scène à l'Est par la répétition de trois barres brisées, sorte de piège à perspective qui empêche de prendre l'entière mesure du bâtiment. Les Oliviers introduisent des parements préfabriqués de béton lavé en cailloux de rivière, ronds et bruns (“mignonette”) qui rappellent les ensembles parisiens !



A l'inverse, l'implantation des tours Paul Trompette et les Cyprès (1968, A. Devin, N. Ciliberti et C. Cuiller, 115 logements chacune) sur les secteurs J et H de la ZUP montre la volonté de disséminer ces objets sur le territoire. Les tours sont identiques, jouant avec talent de la déconstruction du solide pour générer des volumes géminés, déboîtés qui effilent les silhouettes. Les faces nervurées et l'absence d'appui sur les baies renforce l'impression de parois lisses et verticales.



Logement social et bien privé, 1969-1973.

L'année 68 qui se pensait engagée sous le signe de la hausse des courbes de production de logements, sera celle d'une crise de confiance durable avec le monde qui se construit. Jamais la critique des "grands ensembles" n'aura été aussi vive, et les bidonvilles n'auront jamais paru aussi nombreux, l'environnement, le cadre de vie deviennent les nouveaux termes de l'urbanisme français. On cite, on lit les sociologues H. Lefebvre, H. Raymond et N. Hautmont.

Le gaullisme semble atteint par les *événements*, déjà, les tendances plus libérales prennent position pour l'avenir. Albin Chalandon est de ceux-là, ministre de l'Industrie en 1967, il sera au poste convoité de l'Equipement et du Logement pendant quatre ans, alors que les gouvernements changent chaque année. Il cohabitera même avec Robert Poujade au ministère de l'Environnement dans le second gouvernement de Chaban - Delmas...La production de logements semble à peine affectée par les grèves⁴⁹, le rythme reprendra rapidement mais sous une forme inédite depuis la reconstruction, celle de la maison individuelle qui fait son entrée à la périphérie des villes.

De son côté, l'Ecole des Beaux Arts est en pleine crise, non sans l'aide d'André Malraux qui supprime le Prix de Rome. L'institution plusieurs fois réformée mettra une dizaine d'années à retrouver la confiance du monde politique.

A Marseille, qui compte de 890 000 habitants au recensement de 1968, se terminent enfin les aménagements de la Corniche (11 ans de travaux), de la couverture du Jarret (13 ans de travaux) et du tunnel du Vieux Port.

Gaston Defferre est moins intéressé par les questions du logement, il privilégie l'urbanisme et les grands équipements de la ville. Un nouveau support d'actualité municipale est lancé : Marseille Information, qui traitera de l'autoroute d'Aix, du viaduc de Plombière ou du Métro, laissant à la revue municipale Marseille le soin de rendre compte de la vie culturelle locale. L'AGAM est créée en 1969 sous la direction de L. Gallas, en charge du SDAU⁵⁰ de l'Aire Métropolitaine Marseillaise. Les villes nouvelles sont à l'ordre du jour, Marseille aura la sienne, autour de l'étang de Berre.

Après la démission de C. de Gaulle, en 1969, le maire de Marseille se présente face à G. Pompidou, et malgré son échec, les marseillais vont lui confier, en 1971, un quatrième mandat.

Le temps est à l'économie mixte et aux ZAC : Bonneveine, La Bourse, empêtrée dans les problèmes de fouilles archéologiques, et où la collectivité paiera deux années de dédit aux entreprises. C'est aussi le moment des réformes du financement du logement.

En 1970, lors de la préparation du VI^e plan, paraît le rapport Consigny qui conteste la légitimité de l'Etat, dans le financement du logement.

⁴⁹ Le pic de 550 000 logements par an sera atteint en 1972, J. Lucan, Le logement Social en France, IFA, 1985.

⁵⁰ Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme, adopté avec les Plans d'Occupation des Sols et les Zones d'Aménagement Concerté, lors du vote de Loi d'Orientation Foncière en 1967.

Il analyse les aides des années cinquante comme nécessaires face à la pénurie de logement, la faiblesse des revenus des ménages et la relance de l'activité du bâtiment, substituant les fonds publics à l'épargne privée. Au résultat force est de constater que les ménages les plus pauvres n'accèdent pas aux logements sociaux, que les personnes âgées, handicapées en sont exclues entraînant des ségrégations urbaines. Les remboursements d'emprunts n'ont jamais été indexés sur les revenus. Le rapport préconise des aides personnalisées pour le logement social (ALS, ALF)⁵¹ et la substitution des prêts et primes d'état par le marché privé. C'est le passage de l'affirmation du caractère de bien collectif attribué au logement vers un statut de bien privé⁵².



Avec une industrialisation plus massive et systématique, les opérations vont gagner en importance. Massalia - Jaurès (1969, G. Carta, E. Gardeil, A. Michel, M. Scialom, 630 logements) qui marquent l'entrée de la ZUP, reprenant les panneaux de "mignonette" des Oliviers à l'autre extrémité de la zone.

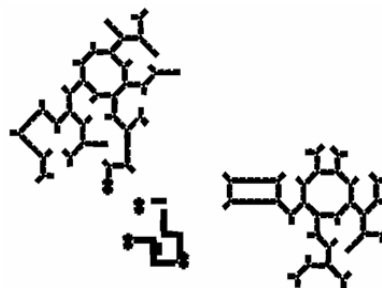
L'urbanisation des terrains Foresta, au nord de la ville, prévue depuis le Concours des 4000, est engagée avec La Castellane (1969, F. Boukobza, P. Jameux, P. Mathoulin et P. Meillassoux, 1249 logements), d'une part, ensemble très composé, sur un site accidenté, et qui emprunte aussi à Brasilia sa tour refendue.



Et d'autre part Le Plan d'Aou (1971, A. Dunoyer, R. Dabat, 915 logements) composant un plan de masse qui reprend, à moindre échelle, la maille hexagonale du Mirail, mais aussi les typologies tri-directionnelles du concours de Strasbourg.

Dans cette catégorie des ensembles de poids, formant aujourd'hui une

des cité star de la ville, Air Bel (1971 à 73, P. Liogier et R. Theric, avec B. Lassus et G. Lefèvre, 1200 logements) se veut un véritable paysage urbain intégré, organisé sur une maille hexagonale utilisée, à l'origine, par A. Chrysocheris comme trame organique de la ZUP n°2.



Même si les moyens ne seront pas à la hauteur des enjeux, on notera une permanence des traitements des espaces extérieurs regagnés au domaine de l'architecture avec la présence d'interventions plastiques variées. L'optique ambientaliste ira de pair avec une étude climatique, plus fonctionnaliste qu'holistique, débouchant sur la généralisation de volets coulissants pour clore les loggias. Ces

⁵¹ Aides au Logement Social, Aides au Logement Familial.

⁵² Le financement du logement 50 ans pour un échec, B Lefebvre, M Mouillard, S Occhipinti L'Harmattan 1991.

volets de bois, prolongement des volets mobiles de La Viste, sont encore en place aujourd'hui.



Le logement privé lui aussi se densifie, avec Le Méditerranée (1970, R. Inglesakis, G. Lefèvre, Atelier 9, 457 logements) qui construit un véritable îlot dont l'architecture horizontale se focalise sur une tour de bureau. Les activités occupent les pieds d'immeuble et aucune résidentialisation n'a jamais fermé les traversées des espaces intérieurs, signe d'un bon traitement de ces formes ouvertes. On peut aussi noter l'adhésion de plus en plus large des couches supérieures de la société française aux nouvelles formes d'habitations collectives déjà vécues comme une norme.



C'est le cas de la Cadenelle (1972, J. Hardion, 606 logements) qui occupe un site avec une vue exceptionnelle sur la rade du Prado, et qui sur un plan assez ouvert, est accompagné de services résidentiels: tels que piscine ou bus privé.

Dans une moindre mesure le Roi d'Espagne, (1972, G. Gillet, L. Olmeta, 836 logements) opération de la SCIC, dédiée aux classes moyennes et qui se réfère à un véritable urbanisme de secteur. Dans une très belle pinède, le plan de masse très aéré conjugue des maisons à terrasses, des petits blocs sur pilotis, quelques immeubles, un centre commercial, une série de tours qui viendront par la suite, avec un véritable secteur d'activité tertiaire, sorte de préfiguration de Sophia-Antipolis.



C'est parmi les opérations privées, qu'on peut trouver des éléments d'innovation comme les immeubles à structure métallique de la Savoisienne (1969, Le Clos des Rosiers, A. Berard ingénieur, 44 logements) qui sont contemporains des modèles de de M. Lods. Non loin du boulevard Velasquez et des allées Murillo, un petit îlot, au nom recherché : Aux horizons des collines (1969, A. Bondon, 164 logements) possède un plan de masse articulé autour d'un jardin de cœur d'îlot, délimité par des petits blocs de bâtiments. C'est semble-t-il une des premières formes de réactualisations de la cité-jardin, en réaction au retour de la maison individuelle. Autre alternative au pavillonnaire, Le Collet des Comtes , opération de maisons à terrasses (1972, A. Chrysocheris, 102 logements) trop rare modèle d'habitat intermédiaire dans un pays de soleil ! Cette opération de la SCIC est dans la ligne du Plan Construction⁵³, initié par J. Chaban-Delmas, pour favoriser un habitat mieux adapté aux sensibilités *écologiques*, d'en réduire les coûts, via les concours de Modèles Innovations et le Programme Architecture Nouvelle.

En même temps que cette recherche de "qualité" dans l'habitat, organisé par l'Etat, les commandes industrielles se poursuivent sous la forme de contrats de programmes avec les grandes entreprises. Lors de sa fameuse intervention télévisée⁵⁴, Albin Chalandon reprend les termes du rapport Consigny, mettant en cause la lourdeur de l'administration et les organismes de logement sociaux. Le ministre avait déjà lancé en 1970, un nouveau concours pour réaliser 15 000 logements très économiques afin de résorber une fois de plus les bidonvilles, dû-t-on se passer d'architecte et d'autorisation administrative.

Marseille connaîtra les effets de cette *opération coup de poing*. Lauréate du concours Chalandon , l'entreprise Stribick de Saint Etienne, qui va réaliser 3 000 logements en deux ans, avec C. Delfante et Carrot comme architectes, les maîtres d'ouvrages étant pressés de s'exécuter !

Les Iris et les Flamands (1971, 72, 1123 logements) sont constitués de blocs compacts, assemblés en faux tripodes, le noyau central étant vide. la Savine, (1973, 1378 logements) qui associera des blocs en faux tripodes une tour modèle K pour encore densifier l'opération⁵⁵. Ces ensembles feront assez rapidement l'objet de réhabilitations, diverses.

⁵³ Le Plan Construction est dirigé en 1971 par P. Delouvrier, l'artisan de la politique des Villes Nouvelles .

⁵⁴ Le 31 Novembre 1972.

⁵⁵ Entretien avec P. Olivero, 2004.

■ Les 5 tours du modèle K (1971, 100 logements chacune) sont, elles, disséminées sur plusieurs secteurs de la ZUP N°1 comme certains programmes denses précédents.

■ Charles Delfante est associé à M. Roux, A. Sive et J. Kling sur le grand chantier de Firminy-Vert, fait partie de l'entourage d'E. Claudius Petit, Maire de Saint Etienne. L'entreprise Striblick, très impliquée à Firminy, fera faillite en 1976, victime de sa croissance rapide et des scandales stéphanois.

■

L'année 1972 sera celle du meilleur chiffre pour le nombre de logements livrés en France : 550 000. Dans la contradiction des ministères de l'Equipement et de l'Environnement, la déclaration⁵⁶ du nouveau Président G. Pompidou sur l'Art et l'Architecture prend un relief particulier.

« La difficulté commence quand on arrive aux habitations. Il est certain que les architectes n'ont pas, en matière de logement, réussi à dominer le problème. Il existe des maisons individuelles de luxe qui sont fort belles. Mais il se trouve que nous construisons en France, et je m'en réjouis, cinq cent mille logements par an, et des logements groupés, depuis le lotissement jusqu'aux grands ensembles. Voilà ce qui crée le problème. D'abord parce qu'on construit en quelques années de véritables villes, et qu'il y a peu d'exemples de réussites de ce genre dans l'histoire à moins de dépenses fabuleuses, comme jadis fit Pierre le Grand à Saint Petersburg. Ensuite parce que nos villes, nos villages trouvaient leur beauté dans l'adaptation au sol, à ses dénivellations.

Aujourd'hui, on fait passer les bulldozers et on construit sur du plat. L'absence de relief est en elle même source de laideur et de monotonie. Enfin il y a le prix. On en est réduit le plus souvent à des matériaux médiocres. Dès lors comment espérer de la beauté ? Je note toutefois que si cela se manifeste souvent dans les grands ensembles d'HLM, cela ne doit pas nous dissimuler le caractère général de la défaillance architecturale dans le domaine de l'habitation : les ensembles dit de "grand standing" ne sont pas, selon moi, d'une qualité esthétique supérieure aux HLM, qualité de matériaux mis à part. »

⁵⁶ Propos recueillis par Pierre Michel, Le Monde du 17 Octobre 1972.

Après les *Rénovations Inverses* (Arcades Architectes lauréats des Programmes Architectures Nouvelles), les questions d'Habitat et Vie Sociale puis Banlieue 89, on évitera de reparler du grand ensemble, sinon pour en finir : il a remplacé, dans ce rôle, le bidonville.

Précédée par la loi tours et barres de 1971, la circulaire O.Guichard, ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Équipement, Logement et Tourisme, vise, en 1973, à mettre un terme aux grands ensembles en limitant la taille des ZAC à 500 logements.

Inerties et décrues, 1973-1975.

L'urbanisme-statistique est ainsi arrêté à l'apogée de ses courbes de croissance. Néanmoins, la production de logements ne s'arrête pas brutalement, la diminution sera de 10 000 en trois ans, la chute ne s'accélère que dans les années qui suivent le choc pétrolier de 1974. Ces années de transitions poursuivent, de plus en plus difficilement, des opérations déjà engagées qui peuvent mettre plusieurs années avant d'être réalisées. Ce qui a le plus changé, c'est l'impact des maisons individuelles aux dépens des logements collectifs, ainsi que la diminution des opérations d'urbanisme, instruments de contrôle de la croissance urbaine.

Le plus jeune Président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, pari sur les villes moyennes, cherche à changer la formation des architectes, engage la grande loi de 1977 et va s'aider de l'architecte catalan R. Bofill pour promouvoir l'architecture.

Marseille qui atteint 903.000 habitants au recensement de 1975, voit sa ZUP N° 3 annulée et s'éparpille en une demi-douzaines de ZAC (Bonneveyne, Caillols, Ste Barbe, Bourse, Valentine, Prado Plage). La physionomie de la ville change se tourne vers les loisirs avec l'aménagement du Frioul (J.L.Sert architecte), des plages du Prado, (R. Egger et Atelier 9) réalisés avec les déblais du Métro, sur le modèle du Lavrotto à Monaco ; le déplacement de la Criée aux poissons vers Saumaty, laissant place au Théâtre National sur le Vieux Port (Atelier Delta).

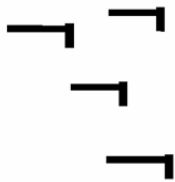
Après l'Ecole d'Art (R. Egger), le site de Luminy accueille des activités universitaires. La bibliothèque de Saint Charles est livrée en 1972.



Le quartier du Panier est en ZAD dès 1973, on réaménage les places du centre ville avec de petits chantiers urbains. La ZAC de la Bourse, accueille un programme de Centre Directionnel, peu à peu réduit à un parking et un centre commercial qui ouvrira en 1977.



Les bidonvilles sont toujours là ; à Marseille en 1974, Valéry Giscard d'Estaing visite La Paternelle, et le bidonville Rabelais : « Je souhaite, déclare-t-il, que ma visite permette de mieux résoudre le problème des travailleurs immigrés » L'effort de relogement se traduira encore en quantité de logements. S'achèvent La Savine, mais aussi La Solidarité (1974, P Laugier et R. Theric, 1004 logements), on retrouve dans les





diverses textures des façades la suite de l'expérience d'Air Bel avec B. Lassus. La densité très forte pour un ensemble aussi isolé montre que les seuils de 1973 sont largement dépassés pour les logements sociaux et que la leçon du grand ensemble n'a pas été entièrement tirée.

 Sur les secteurs centraux de la ZUP N°1, les bâtiments en T, ultimes formes du plan d'origine de G. Gillet, Les Oliviers B & C, Charles Rougny, et Villecroise (1972, M. David, R. Lange et A. Michel, 750 logements) sont livrés quatorze ans après leur dessin avec pourtant un gain de six mois sur les délais de construction. Ils reprennent les mêmes panneaux préfabriqués que les Oliviers A : les cailloux de rivière lavés, brunâtres. Leur masse impressionnante tient autant à cette matière inerte qu'à leur forme monumentale et leur nombre de logements par bâtiments qui de l'ordre de 200 pour chaque bâtiment.

 Sur les secteurs Ouest de la ZUP N°1, on trouve d'une part, Le Mail (1974, C. Gros, 584 logements) où se retrouvent les panneaux préfabriqués de la Granière. D'autre part La Benausse (1975, C. Gros, M. Graveleau et A. Malrait, 160 logements, modèle Diamant) dont la préfabrication utilise une géométrie prismatique, forme assez élaborée d'éléments minces, moulés, dans la veine des bétons de M. Breuer pour Flaine. 

 C'est dans le sud de la ville qu'on retrouve des opérations d'importance condensées en un seul bâtiment. Tout d'abord deux façons de densifier : Thalassa et Le Grand Pavois. Les jardins de Thalassa, (1973, M. Fabre et B. Laville, 232 logements) tire, avec ses balcons filants, de grandes horizontales, rachetant la pente par une dalle logeant les *chambres de bonnes*. Le Grand Pavois (1974, B. Delbes, G. Gillet et B. Laville, 330 logements) qui prend le parti d'un immeuble de grande hauteur. Le premier, malgré sa forme courbe, écorne les lignes de crêtes du site, l'autre émerge pesamment sous forme de repère urbain. Il semble que le débat ait eu lieu à ce sujet. 

 Sur la Corniche, les Alpilles (1974, P. Jameux, 310 logements) construction en système poteau-dalle, qui utilisant une typologie de blocs discontinus, inscrivant sept plots dans un site escarpé unique. Enfin sur la chaîne de Saint Cyr, au pied du Mont Rouvière (!), Casteroc le Haut (1974, C. Gros, 547 logements) qui tire son épingle du jeu en exaltant la valeur tridimensionnelle des immeubles dont les ascenseurs et les passerelles renouent avec la promenade architecturale. C'est véritablement une opération de son temps, loin des modèles Côte d'Azur ou des tours urbaines, qui célèbre la beauté du site marseillais en balcon sur l'étendue de la ville. 

On terminera cette évocation par une résidence urbaine, du même auteur, la Villa d'Este, (1973, C. Gros, 116 logements) immeuble agréant des programmes tertiaires et d'appartements dont l'écriture architecturale n'élude pas les différences, dans une plastique très articulée, face à un des grands monuments de la ville.



Le goût du chiffre reste pourtant bien ancré dans le monde du logement et particulièrement dans le logement social, pensez donc, on relogé les habitants des bidonvilles. Le plaisir des secteurs urbanisés éloignés de tout n'a pas faibli ; la ZAC de Fondacle (1975, J.Kling, F. Madeline, M. Roux⁵⁷, 560 logements) se fera sur le modèle Calanque, c'est A. Devin qui sera l'architecte en chef et C.Lachamp architecte d'opération. Sur ce sommet de colline, les immeubles auront des noms de calanques venteuses ! On tentera d'implanter le modèle Calanque au sud de Marseille, mais un groupe d'architectes locaux, et la lassitude des modèles viendront à bout de cette idée. Au Bau de Sormiou (1980, R. Inglésakis, Atelier 9, 90 logements), que retiennent P. Goulet et M. Emery dans leur ouvrage⁵⁸, les immeubles qui relogent aussi les habitants d'un des plus vieux bidonville de Marseille, seront une production sur mesure dans les années quatre vingt.

⁵⁷ On retrouve, là l'équipe de Firminy-Vert reclassée dans les derniers modèles, et dont le chemin est déjà passé par Marseille.

⁵⁸ Guide de l'architecture en France 1945 1983, Marc Emery et Patrice Goulet, AA Expansion, 1983.

A suivre...

Pour qui aura eu l'énergie de lire ces pages, aura parcouru les planches du répertoire, un peu à la façon de *l'air du catalogue* de Mozart, pour qui aura reconnu, confondu, se sera trompé, sera reparti dans le dédale des cartes et des tableaux et des images de l'album ; pour qui aura pressenti les conditions de ces Ensembles et Résidences, il ne lui restera plus qu'à arpenter la géographie marseillaise. Nous pouvons l'y aider.

Quand à nous, dans cette topique présumée de la norme, cette uniformité supposée du béton, nous avons rencontré une ample diversité. Des factures, des manières discernables, des façons d'auteurs qui ont écrit ce chapitre de l'occurrence inédite de l'architecture et du logement pour tous !

Près de cinq cent occurrences, autour de 125.000 logements, à peu près la moitié de la ville, en terme démographique, cette multiplicité s'avère ainsi un fragment d'une telle extension qu'elle peut apparaître comme l'indice d'une réalité déliée. Ces 125.000 logements auront, de façon plus durable qu'il n'y paraît, façonné la géographie marseillaise, et s'ils ne disparaissent pas, encore faudra-t-il les comprendre.

La tradition est de clarifier, d'éclaircir, de trier, s'agissant d'architecture, cet art libéral ici guidé par un demi-siècle de politiques d'Etat, la coutume est séparer quelques uns de la masse des édifices.

« L'art est le monument définitif d'une époque »⁵⁹, on peut être assuré des obstacles à tirer l'art de tout cela. *Loger le plus grand nombre* c'est plus de la manière que de l'art, ici la culture est matérielle, celle de loger, construire et d'habiter le monde. Bâtir le monde, « bâtir a l'habitation pour but, ... domaine qui ne se limite pas non plus au logement »⁶⁰ Le débat eu lieu, en 1953 au IX^e congrès des CIAM, qui devait élaborer une *charte de l'habitat*, à quoi le maître répondra *logis*. D'où il advint, avec le Team-Ten⁶¹, la plus sûre fin du Mouvement Moderne.

Cette belle idée de loger tout le monde, est d'abord dans l'entendu de la nature organique de cette ampleur, le premier des caractères des Ensembles et Résidences à Marseille entre 1955 et 1975. Il faudra encore décrire, après avoir compté, ce patrimoine qui excède l'architecture, décrire ce qui se donne pas sûrement pour beau, simplement parce que le beau ça se voit mal, vous savez ?

⁵⁹ Après le cubisme, A. Ozenfant & C.E.Jeanerret, ed. du Commentaire, 1918.

⁶⁰ Bâtir, habiter, penser. Martin Heidegger, in Essais et conférences, Gallimard, 1958.

⁶¹ G. Candilis, Y. Josic, S. Wood, A & P. Smithson, A. Van Eyck, J. Soltan, G. de Carlo, J.B. Bakema et J.A.Coderch.

ANNEXES

SOMMAIRE

Notes sur l'élaboration du répertoire.

Profil statistique général.

Chronologie générale.

Légendes des abréviations.

Bibliographie.

NOTE SUR L'ELABORATION DU REPERTOIRE

Terminologie

Le projet s'inscrit, plus généralement, dans la perspective de reconnaissance de l'histoire des *Grands Ensembles*, à ceci près que la terminologie consacrée semble ici, poser un problème.

Le terme de *Grand Ensemble* a été identifié en première occurrence dans la revue l'Architecture d'Aujourd'hui⁶², sa présence dans les dictionnaires contemporains fait référence à un nombre important de logements, répartis en immeubles, de leurs équipements mais aussi au territoire de la banlieue, de la périphérie urbaine.

Sur ce point, la situation géographique marseillaise diffère de la plupart des grandes villes de France dans la mesure où les ensembles immobiliers de la cité phocéenne restent tous directement inscrits dans les limites communales. Dans la géographie marseillaise, la banlieue est dans la ville, ce qui implique, par exemple, d'autres rapports dans les solidarités urbaines.

Par ailleurs, les termes de *Grands Ensembles* évoquent non seulement les groupes d'immeubles tout en barres et en tours, mais y associent aussi la prépondérance du logement social. Là encore les conditions sociales et historiques font de la ville un territoire majoritairement occupé par des copropriétés immobilières.

Le recensement de 1990 qui décompte 780 000 habitants (903 000 en 1975) et 369 185 logements, évalue à 60% du parc marseillais les logements construits après 1948. Sur cette part, 24% sont des HLM locatifs et 33% des logements privés en copropriétés de plus de 100 logements.

Aussi l'intitulé d'*Ensembles* et de *Résidences* rassemblant des unités immobilières tant publiques que privées restent appropriées à l'objet de l'étude.

Période

On a rapidement associé la période des *Grands Ensembles* à celle de l'ouvrage de Jean Fourastié : *Les Trente Glorieuses*, autre intitulé aussi commode qu'imprécis. Le terme recouvre pourtant assez bien la croissance quasi continue de la production industrielle.

Il va en être autrement pour le secteur du logement, qui, après avoir été exclu du premier plan quinquennal, via l'activité du bâtiment, sera l'objet de constantes politiques techniques visant à en organiser l'industrialisation.

Objet direct de la politique de l'Etat, le logement social créera, à Marseille, pas moins de 52 762 logements entre 1948 et 1988; de fait, 62% d'entre eux seront réalisés entre 1962 et 1974 : plus que dans les trente glorieuses, on est bien dans une douzaine fabuleuse!

Limites

⁶² Maurice Rotival, Les grands ensembles, in Architecture d'Aujourd'hui. Vol.1 N° 6, Juin 1935.

Les bornes chronologiques de l'étude sont extrinsèques, déterminées en aval par d'autres recensements établis pour la Direction Régionale des Affaires Culturelles (Fabienne Magnan, Architecture en PACA 1975-2000), mais aussi par les événements qui autour de 1975 (crise énergétique de 1974 et effets de la circulaire Guichard 1973) vont induire une modification considérable de la donne architecturale. En amont, la date de 1955 a été choisie de façon à éviter la question de la reconstruction qui à Marseille prend des formes opposées le Vieux Port, d'une part, où la majeure partie des architectes locaux sont actifs et, d'autre part l'Unité d'Habitation où ne participent que des architectes allochtones. La Cité Radieuse sera parmi les premiers monuments du XX^e siècle à être protégé, si intéressante soit-elle, elle va établir par sa notoriété, une des plus sûre image-écran de la situation locale.

Quantum

La caractéristique première de la production de logements pour la seconde moitié du XX^e siècle reste indéniablement sa dimension massive, inconnue jusqu'alors, ce qui n'a pas pour seule conséquence d'appeler les statistiques mais aussi d'établir des sauts qualitatifs y compris dans la manière de se réapproprier, culturellement, cette production.

Entre 1954 et 1975 ce n'est pas moins de 148 000 logements nouveaux qui vont être construits à Marseille⁶³, aussi nous est-il paru nécessaire de rendre compte de ce caractère massif en recherchant et identifiant le plus grand nombre d'opérations. En définitive, c'est près de 500 groupes d'habitations totalisant pas moins de 125 000 logements soit près de 500 000 habitants qui constituent le Répertoire. La question des Ensembles et des Résidences ne touche pas moins de la moitié de la population marseillaise!

Jusqu'en 1975 la forme dominante de l'habitat reste l'immeuble, le recensement de 1990 montre l'essentiel de l'évolution avec les copropriétés de moins de 100 logements et maisons individuelles qui rassemblent 43% du parc logement marseillais.

D'où le seuil de plus de 100 logements qui s'est avéré nécessaire pour éviter le poids excessif d'immeubles urbains, dont la présence dans le parc social sera plus tardive, ainsi que les maisons individuelles locatives encore peu significatives sur la période.

Le Répertoire

Au résultat de ce premier recensement, a été produit un répertoire des groupes d'habitations de plus de 100 logements répartis par quartiers et arrondissements. Cette phase consiste à établir une documentation méthodique, dans le domaine des ensembles urbains et architecturaux, appelée à constituer la base du corpus d'étude sur territoire communal marseillais.

Le catalogue se veut rester plus ouvert que sélectif, susceptible de remises à jour, de révisions ou de prolongements.

Réparti en *fiches* elles-mêmes définies par des *champs*, le répertoire peut être développé en extension (jusqu'à 15 000 fiches) et en compréhension (jusqu'à 256 champs) soit une dimension bien supérieure aux nécessités de l'étude.

Organisé, sur des bases techniques courantes de gestion de données, fiches et champs sont répartis en pages de cellules contiguës, il a rendu possible l'exécution

⁶³ Etienne Tulasne, Trois décennies de planification Agam- Editions de l'Aube 1994.

des fonctions, de tri, de filtrage ou d'extraction sur critères qualitatifs et quantitatifs divers.

Bases documentaires

Les fiches

La construction du Répertoire des Ensembles et Résidences à Marseille, s'est appuyée sur des bases documentaires séparées et produites postérieurement à 1955-1975, ce qui n'influe pas sur les données de la période de référence.

Deux atlas ont été la base du recensement :

Pour les Résidences (logements privés) : l'Atlas des copropriétés de plus de 100 logements sur Marseille, réalisée par l'AGAM dans le cadre du Programme Développement Solidarité, commandité par la Ville de Marseille et la Caisse des Dépôts et publié en Mars 1994 par Marseille Habitat et la Ville de Marseille.

Pour les Ensembles : l'Atlas de l'habitat locatif social des Bouches-du-Rhône fascicule I: Marseille, publié en Décembre 1988 par la Direction Départementale de l'Équipement des Bouches-du-Rhône, sous la direction de D.Deniau, P. Bureau du Colombier et M. Fratani.

Les données de ces documents ont été transcrites et regroupées en fiches et champs, formant le corpus de l'étude, complétées en compréhension et en extension, conservant dans un premier temps la nomenclature d'origine des atlas.

Ce sont ajoutés à ces fiches: des cités universitaires, des logements de travailleurs, mais aussi, via les enquêtes de terrain, certains groupes d'habitations de moins de 100 logements ou bien antérieurs à 1955.

Le Répertoire regroupe, dans la présente édition, 490 groupes d'habitations dont 43% sont des logements sociaux et 56 % des copropriétés; le nombre total de logements est d'environ 125.000.

Les champs

Différents champs décrivent les fiches du catalogue, correspondant aux étiquettes de colonnes suivantes :

- Localisation par quartier et arrondissement : on retiendra ici surtout le nom des quartiers (111 au total). Les arrondissements créés en 1946 n'auront d'usage courant que plus tard, les quartiers restent une bonne identification à une période où le système viaire était loin du maillage actuel.
- Numérotation de repérage sur plan : les diverses numérotations d'origine ont été supprimées au cours de la phase de cartographie pour constituer un repérage unifié.
- Appellation des groupes d'habitation (lieu-dit, rue, ancien établissement, nom commercial). : il est apparu des variations entre les données des autorisations et le titre. Parfois simple adresse urbaine ou encore vocable de résidence pour les copropriétés construites en même temps que des logements sociaux dont elles chercheront à se distinguer. Dans certains cas, l'appartenance à un secteur d'urbanisation concerté a été signalée. Sur la période et à l'échelle de l'étude, les adresses restent assez stables. Il n'est pas paru nécessaire de recourir aux matrices cadastrales.

- Repérage géo-référencé : établi selon la projection Lambert associée au système de références NTF. Marseille se trouve dans la Zone Lambert 3 comprise entre 45,45° et 42,3°. Les coordonnées sont indiquées en degrés/décimales. Ce géo-référencement est proposé par rapport au développement du GPS dont les standards se généralisent.
- Nombre de logements : soit indiqués par les maîtres d'ouvrage ou gestionnaires (atlas), par comptage in situ ou par estimation. D'autres sources détaillent le nombre de logements par tranches d'opération ou par financements dans les documents administratifs.
- Nature du programme de logements (logements sociaux ou copropriétés): avec pour le parc social, une distinction entre les différents financements.
- Identification des logeurs ou syndics (en fonction des mises à jours possibles à travers les atlas ou les contacts avec les syndics)
- Datation selon différents moyens: accord préalable, permis de construire, déclaration d'achèvement de travaux, de visite de récolement de travaux, mise en location ou certificat de conformité, le cas échéant date du règlement de Copropriété.
- Nom des auteurs des projets, architectes (associés, chef de groupe, en chef) ou autres maîtres d'œuvre (Entrepreneur, Bureau d'Etude Technique ou Promoteur)
- Datation et observation sur les datations : porte à la fois sur les éléments qui ont permis d'apprécier la date de l'ensemble, et certains renseignements particuliers à l'opération :
- Principales sources de données : AM, AD, ADDE, documentation d'architectes, bailleurs sociaux, syndics de copropriétés, parallèle stylistique
- Documentation, archives désignent les éléments contenus dans les sources qui peuvent renseigner plus avant l'opération.
- Revues : fortune critique du projet dans les différentes publications référencées.
- CD- ROM donne le numéro de l'occurrence dans l'album photographique fourni dans le cadre de l'étude.

Les Sources

Les archives de la Direction Départementale de l'Équipement (ADDE),

Les archives de la DDE regroupent certains dossiers de demandes de permis de construire consignés dans les registres originaux couvrant la période 1955-75. Dans ces cahiers ont été enregistrées toutes demandes de permis de construire du département et éventuellement les suites à ces demandes.

L'étude de ces documents a permis dans un premier temps de repérer les références de permis concernant l'étude, sachant que noms et adresses des opérations peuvent différer de ceux qui sont donnés aujourd'hui. Il a parfois été consigné dans ce registre, outre le nom du pétitionnaire, le nom de l'architecte auteur du permis, et-ou les dates des Déclarations d'Achèvement de Travaux ou d'obtention de Certificats de Conformité. Le cas échéant, les dossiers même de demandes de Permis de Construire disponibles ont été consultés et à partir de cartouches de plans, de certificats, de courriers divers, les groupes d'habitations ont été repérés, datés et attribués à leurs auteurs.

Les Archives Départementales (AD),

Les archives départementales ont permis, d'une part, de consulter certains répertoires d'archives d'architectes qui y ont été versées, et d'autre part de consulter un certain

nombre de dossiers sur les grosses opérations marseillaises. A partir des archives d'architectes, une liste et une chronologie des opérations à leur attribuer ont été dressées. Les dossiers sur les grosses opérations ont permis de consulter un certain nombre de demandes de Permis de Construire datées de 1950 à 1964. Tous n'ont pu être consultés car, sans avoir la côte précise du dossier recherché, il n'est pas possible de les identifier en référence aux opérations recensées dans le Répertoire. Toutefois, hasardeusement, ou par noms de grosses opérations un certain nombre de ces demandes a pu être consulté et, à partir des différents documents que les dossiers comportent, les opérations ont pu être situées, datées, et attribuées à leurs auteurs. Certains documents ont aussi permis de comprendre l'organisation des différents maîtres d'ouvrages, les modes de financements et les politiques de construction, et de manière plus générales les mécanismes en cours dans la production de logements durant cette période.

Les Archives Municipales (AM),

Les archives municipales possèdent, elles aussi, dans leur versement contemporain, un important fonds de dossiers de demandes de Permis de Construire. Ces demandes sont enregistrées et classées numériquement mais sans base alphabétique accessible au public permettant de faire coïncider côtes d'archivage de ces dossiers et opérations du fichier. Toutefois en recoupant avec les bordereaux d'enregistrement de ces fonds, sur lesquels figurent les adresses des travaux d'époques, et en consultant les dossiers correspondants, il a été possible de retrouver certaines opérations. En outre certains dossiers ont aussi apporté des informations quant aux mécanismes de productions de logements sur la période.

Ressources

Base Reconstruire la France

Extraite du fond d'archive photographique du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme elle comporte plus 28 000 clichés sélectionnés sur la période de 1945 à 1971. Marseille y est présente sous la forme de 600 occurrences légendées portant sur le logement, les groupes scolaires et les grandes infrastructures portuaire, autoroutière etc. Sa consultation reste mal aisée car conditionnée par l'accès au réseau *intranet* du Ministère de l'Equipement.

Base Mérimée Palissy

Recense le patrimoine monumental français, avec accès géographique. Marseille y compte 258 occurrences et sur le domaine d'étude : le groupe Mattei, Le Marceau et Bel Horizon, tous non protégés. Seul le front du Port, 42 à 66 Quai du Port, est inscrit à l'inventaire supplémentaire des richesses artistiques de la France depuis 1993, pour ses façades et ses toitures.

Archi Doc.

Base de données topo – bibliographique issus de dépouillement d'ouvrages divers, comprenant 600 occurrences sur Marseille, qui recoupe les sources et ressources citées ici. WWWculture.gouv.fr/documentation/chastel/pres.htm

Les bailleurs sociaux:

Atlas de l'OPAC de Bouches-du-Rhône, inventaire de très bonne qualité, établi en 1979, qui couvre donc la période et comprenant le nombre de logement, les auteurs, parfois les constructeurs voire les entreprises. Les fiches sont accompagnées de plan de masses schématique, identifiant les cages d'escaliers.

Des listes de questions ont été envoyées aux autres logeurs avec parfois des réponses sous formes de listes (HMP, Domicil)

Les syndicats de copropriétés :

La consultation de règlements de copropriétés a permis au moins de dater plus précisément un certain nombre d'ensembles privés et parfois d'en trouver les auteurs. Les résultats restent tout de même assez faibles compte tenu du fait que chaque exercice annuel peut voir une copropriété changer de syndic. Les meilleurs informateurs sont alors l'enquête de terrain, les habitants, et les plus anciens d'entre eux parfois présents au conseil syndical.

Les Architectes :

Des entretiens menés auprès d'une vingtaine d'architectes ayant produit des logements entre 1955 et 1975 ont permis de confronter certaines informations et documents permettant de revenir parfois sur leurs travaux et liste de références.

Il existe en série J des Archives Départementales des archives d'une quinzaine d'architectes dont les sommaires permettent d'attribuer avec quelques certitudes des opérations souvent réalisées en association ou en groupement avec des confrères.

Les Revues

Elles sont le signe de la fortune critique de la production marseillaise, au demeurant les résultats, au niveau national, sont assez pauvres, si l'on excepte la Cité Radieuse et la reconstruction du Port. Sans doute doit-on y voir une production très locale qui n'a pas toujours eu beaucoup d'entrée sur la scène parisienne. Les revues locales par contre offrent de meilleures ressources.

Revue Marseille

Revue municipale, elle est fortement liée aux politiques des Mairies successives, on devrait dire aux politiques successives de la mairie tant cette période est liée aux différents mandats de Gaston Defferre. Jusque dans les années 1960, l'implication de la ville dans l'effort de construction est considérable et les différentes aides aux logeurs y sont largement décrites en manière de bilan avant chaque échéance électorale.

Revue Prado

Corrélat au manque de visibilité de la scène marseillaise, le Syndicat des Architectes des Bouches-du-Rhône publie à partir de 1962 la revue Prado qui publie les productions du moment avec une certaine constance. Document heureux, bien que sélectif, on aimerait que cela se soit poursuivi, il nous permet de retrouver des auteurs peu connus du milieu professionnel.

Revue nationales

L'Architecture d'Aujourd'hui, L'architecture Française, Technique et Architecture et Urbanisme

Guides d'architecture

Edités à partir des années 80 les guides d'architectures n'ont cessé de prendre de l'importance jusqu'au passage au XXI siècle. Ils sont souvent accompagnés d'une forme de périodisation historique.

Trente ans d'urbanisme, CRU (MULT 1977) qui périodise en : la Reconstruction(45-53), les Grandes Opérations (58-67) les Hésitations 67-77). Marseille n'est présente que dans la première période avec la Cité Radieuse et le Port.

Guide de l'Architecture en France 1945, 1983 par Marc Emery et Patrice Goulet (AA L'Expansion 1983) qui périodise en trois séquences : reconstructions et productivisme, remises en cause (1968-1973) et période 80. Il ne retient sur Marseille que la Cité Radieuse et le Baou de Sormiou par l'Atelier 9.

Le Logement Social en France J. Lucan (IFA 1985) est divisé en décades, sans référence marseillaise dans cette version. L'auteur développera *Architecture en France 1940-2000* (Le Moniteur 2001) où Marseille est faiblement représenté via la Cité Radieuse, la reconstruction du Vieux Port, les citations d'auteurs comme F.Pouillon, R.Egger, A.Devin, Y.Bentz ou l'Atelier Delta.

Guide de l'architecture à Marseille 1945, 1993 (Parenthèse1993) par MH Biget, JL Parisis et J Sbriglio. Sorte d'usuel complet par l'effort des notices biographiques. La périodisation se fait assez simplement en décades. Une centaine d'opérations sont recensées dont une dizaine correspondent au cadre de la présente étude

L'architecture moderne en France 1940 1966 par J Abram (Picard 1999) cite bien sûr la Cité Radieuse, le Vieux Port mais aussi la Viste de G. Candilis, ND du Roucas de P. Genton, l'Hôpital Laveran de P. Forestier, ou bien A. Devin, R. Egger, F. Pouillon, J. H. Labourdette et J.De Mailly.

Un siècle de construction (Moniteur 1999) aborde la période 1945-2000 fait mention de Marseille pour la Cité Radieuse, mais aussi pour le port de Fos, l'aéroport de Marignane, mais sans autres de références locales.

Architecture et Patrimoine du XX^e siècle en France (Ed du Patrimoine 1999) par Bernard Toulhier n'évoque que la Cité Radieuse et le Vieux Port.

Document évolutif

Le recensement des Ensembles et Résidences à Marseille entre 1955 et 1975, s'il atteint l'objectif de donner une représentation assez fidèle de la production massive de logements sur la période, ne vise pas à l'exhaustivité absolue, certaines lacunes ou erreurs peuvent se trouver tant dans les fiches que les champs.

C'est en cela que le répertoire se donne comme un document évolutif pouvant être complété, corrigé tant pour les fiches que pour les champs (Extension et compréhension). Les groupes d'habitation n'ont autant que possible été repérés sans pré-requis stylistique, le document a été formalisé, produit et édité de manière accessible (lexique abordable, diffusion aisée).

Il se veut un outil de recherches ultérieures, mais aussi une incitation auprès des gestionnaires de ce patrimoine immobilier (bailleurs sociaux et syndicats de copropriété) à identifier leur patrimoine et surtout leurs auteurs dont les noms ont trop rapidement disparu de la mémoire urbaine.

PROFIL STATISTIQUE GENERAL

Le catalogue regroupe dans cette phase d'étude un corpus de 490 groupes d'habitations dont la taille varie entre 80 et plus de 2000 logements. Il est possible d'en dresser le portrait simplifié, à partir des données statistiques.

Importance.

taille des groupes (en nombre de logements)	100-200 2		00-300		300-400		400-500		500-1000		> 1000		total	total
arrondissements	lgts	groupes	lgts	groupes	lgts	groupes	lgts	groupes	lgts	groupes	lgts	groupes	lgts	groupes
I	659	4	503	2									1162	6
II	670	4	208	1									878	5
III	1267	9	1787	7	349	1			810	1			4213	18
IV	2729	20	730	3	356	1	845	2					4660	26
V	1935	15	250	1	637	2			600	1			3422	19
VI	634	4							547	1			1181	5
VII	1937	14	657	3									2594	17
VIII	4077	31	2129	9	2087	6	409	1	1206	2	1525	1	11433	50
IX	2885	20	2665	11	1564	5	899	2	5620	8	3153	2	16786	48
X	1930	14	1542	6	2975	9	1825	4	1690	3			9962	36
XI	859	6	1626	7	353	1	1764	4	1243	2	2375	2	8220	22
XII	2299	17	1895	8	3094	9	430	1	1913	2			9631	37
XIII	3483	24	4280	17	2779	8	2226	5	3741	6	1516	1	18025	61
XIV	2196	17	1136	5	2418	7	1294	3	4312	6	1058	1	12414	39
XV	1734	12	1758	7	1409	4	445	1	7574	10	3631	3	16551	37
XVI	145	1	456	2									601	3
Marseille	29439	212	21622	89	18021	53	10137	23	29256	42	13258	10	121733	429

Répartition des groupes d'habitation par arrondissements, nombre de logements

Quel que soit l'arrondissement, on retrouve une forte proportion de logements construits dans des groupes d'habitation de petite taille :

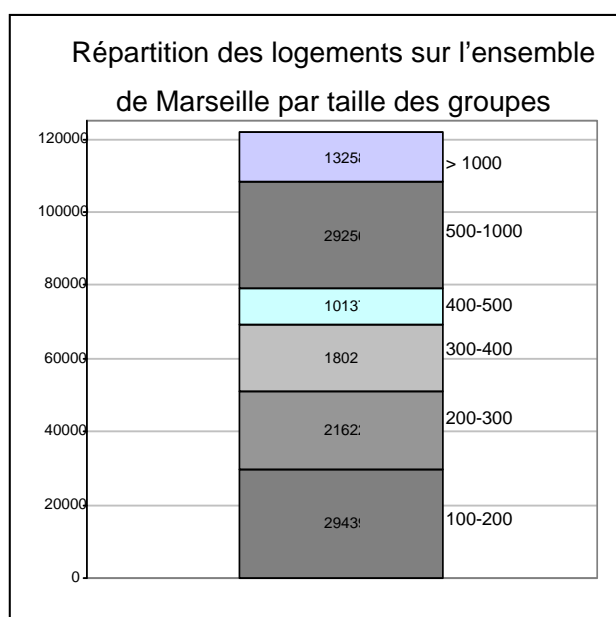
65% des logements se situent dans des groupes de 100 à 500 logements,

Des seuils d'importances détachent nettement :

Les groupes de 100 à 200 logements pour 24% du nombre total de logements

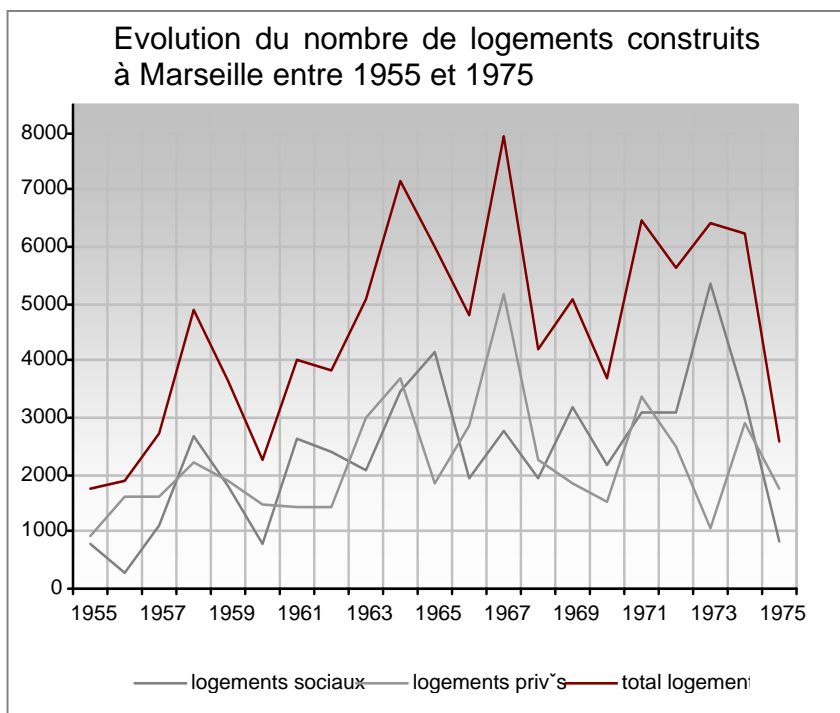
Les groupes de 500 à 1000 logements aussi pour 24%

Les grands groupes se situent principalement dans les arrondissements de grande taille et péri centraux, à l'exception du XVI° qui abrite peu de groupes d'habitation sur la période.



Rythmes de construction

Évolution chronologique et quantitative de la construction



L'ensemble des groupes inventoriés dans le répertoire n'a pu être considéré dans cette analyse, 70% des opérations de plus de 100 logements construites entre 1955 et 1975 à Marseille ont été prises en compte. Les valeurs du corpus ne peuvent pas coïncider exactement avec l'ensemble de la construction à Marseille sur la même période.

Les modes de datation, par exemple, ne sont pas les mêmes pour toutes les opérations. Les dates des opérations privées sont parfois celles des règlements de copropriétés qui interviennent jusqu'à deux ans avant le début du chantier. Ceci peut parfois expliquer l'avance de la construction privée dans ce graphique.

Les pics correspondent à un décollage général de la construction du au contexte politique, historique et technique: deuxième reconstruction après la reconstruction du Vieux-Port, retour des rapatriés d'Algérie, industrialisation de la production.

Statistiquement elles peuvent se comprendre par la livraison de très grosses opérations dépassant les 1000 logements, telles que les 1463 logements sociaux de *Frais Vallon* en 1964, 2144 logements en copropriété de *La Rouvière* en 1967, 1378 logements sociaux de *La Savine* en 1973.

Dans le corpus, la production atteint son sommet en 1967 avec la construction de 7931 logements par an.

Ce rythme ne sera plus retrouvé, après 1975 la chute nette de la production tournera autour 2585 logements annuels.

CHRONOLOGIE GENERALE

Dates	Scène nationale	Architecture, urbanisme	Scène locale	Architecture, urbanisme	Ensembles et résidences
1955	Roger Duchet	LOPOFA HLM Normalisé : LEN Ronchamps ; Le Corbusier 210 000 logements	Gaston Defferre Maire de Marseille Marseille première ville de France à avoir son plan de modernisation et d'équipement , inscrit dans le plan national au titre de "tranche spéciale du plan"	Concours Opération Million Candilis, Sourdeau, Arati et Boyer J. Rozan Economie de main d'œuvre J. Rozan	Le port Esperoun Bois Lemaître StBarth. SNCF Le Gd. St Giniez Les Catalans Cantini Vallon des Tuves LEPN
1956	Bernard Chochoy secrétaire d'état, Jacqueline Thome- Patenotre SSE	238 000 logements	Dir 13 MRL Calloud Dir 13 MTP A. Schuhl	Secteur industrialisé Mise en compétition des groupements entreprises architectes Rozan , Devin : Chefs de Groupe	Baille Square Michelet La Verdière Beau vallon Bel Horizon Tour le Pharo
1957	Traité de Rome Pierre Gare Loi cadre tendant à favoriser la construction de logements et les équipement Normal collectifs. zones à urbaniser en priorité, redistribution parcellaire, financement des équipements, politique foncière, création de maîtres d'œuvre, agglomération nouvelle, rénovation d'îlots urbains,	Bagnols sur Cèze Candilis (Atomic city) Delfante, Candilis, Josic, Wood. 270 000 logements			Mazargues Les Chartreux La Pauline La Valbarelle La Pomme million La Grande Bastide La Solitude St Régis Beausoleil Maison Blanche Les Rosiers
1958	Gouv. Ch de Gaulle P Sudreau M de la Construction A Malraux Ministre d'Etat	Loi foncière ZUP HLM A relogement bidv HLM Abis =LOGECO HLM B : certaine tenue architecturale 270 000 logements ND de Royan, Pavillon de la France à Bruxelles G. Gillet	Attentats de Mourepiagne	Concours Conception construction 4000 lgts de Marseille Scialom, Averous, Lestrade, Bondon, Madeline Novarina, Jaubert Candilis, Josic, Wood, Olmeta.	La Marine Bleue Les Tilleuls St Théodore La Martine Le Duc Pont de Vivaux Campa. Larousse Le Saint Nicolas Parc Kalliste La Cravache
1959	Ch de Gaulle Président Gouv Debré Sudreau M Construction Malraux M E Culture De Gaulle : <i>accès du plus grand nombre aux œuvres de l'esprit</i> Direction générale des arts, des lettres et de l'architecture	Le CNIT B Zehrfuss Grille Dupont Statistique des équipements écoles, c ollège, stades, piscine, Mjc, superettes, églises 320 000 logements	2° mandat Gaston Defferre Dir 13 MC Guillard Nicolas Lemaesquier archi, conseil.	Plan Directeur d'Urbanisme de Marseille approuvé par l'Etat	Camp Levêque Le Petit Séminaire Le fil de lin Horizons clairs Le Parc des Roses
1960 Colloque	Unesco <i>Comment réussir la construction et l'aménagement des Gd Ensembles</i>	CAU 338 000 logements La Tourette Le Corbusier Croulebarbe Albert, Labourdette.	X, Arsène Henry, archi conseil		La Grotte Rolland Les Olives Bassens I et II Cité U St Charles Le St Georges
1961		HLMO ordinaire PSR Ancien HLMA ILN Immeuble à loyer normal (sans plafond de ressource) 339 000 logements Le Mir ail C andilis, Josic, Wood. Maison de la Culture du Havre Lagneau		ZUP 1 Somica G. Gillet, X. Arsène-Henri conseil	Les Chartreux (velten) St Just Bellevue La Blancarde Do lie B Lemaître Cite Jardin (Blancarde) Prado Parc Consolat Rouguière Parc Bellevue La Granière St Geneviève

DRAC PACA-SDAP13
ENSEMBLES & RESIDENCES A MARSEILLE 1955-1975

Dates	Scène nationale	Architecture, urbanisme	Scène locale	Architecture, urbanisme	Ensembles et résidences
1962	1° & 2° gouv. Pompidou J Maziol M Construction Malraux M E Culture Référéndum Algérie	Loi Malraux : Sect Sauveg LOF/ POS ensembles pavillonnaires 343 000 logements	Référendum : 28 Octobre : vote négatif Rapatriés	Prise du Syndicat : Graveleau, Dabat	La Bourse La Viste Les Vieux Cyprès Le Parc Sévigné Esplanade Telène ZUP St Bart. Picon
1963		Fin des LOGECO PSD spéciaux différés PSI Spéciaux immédiat. 377000 logements Mission d'aménagement touristique Languedoc Roussillon	Dir 13 MC Rudeau	ZUP 1 concession	La Rouvière Résidence Plombière La Sauvagère Rue Auger Parc Corot La Rose le Clos
1964		Commission d'inventaire général Concours Habitat Individuel Reg Parisienne DATAR Mort de Le Corbusier 430 000 logements	Dir 13 MTP A. Ponton Collège des architectes archi conseil	ZUP 2 ZUP 3 Chrysocheris ZAD Timone CHU La Timone	La Révolution La Gde. Corniche St Anne Mich. Mazargues Le Marceau Rés. Consolat Cité Paul Arène Frais Vallon Parc Maurelette
1965		PSR 0% 53 ans HLMO 3,6% 40 ans ILN 5% 25ans HLM Acc 5% 25 ans 440 000 logements SDAU R.Parisienne		Revue Prado N°1	St Thys Les Aygallades La Visitation Bel Ombre Le Castellans ZUP Les Lauriers
1966	2° mandat Ch de Gaulle 3° gouv. Pompidou E. Pisani M Equipement Malraux M E Culture	Création de l'Equipement 425 000 logem ents Maison de la Culture d'Amiens	Gaston Defferre candidat à la présidence Dir 13 Lgt A. Ponton jusqu'en 1975		Château Sec Le Clary Les Lierres, L'Américaine La Cayolle
1967	4° gouv. Pompidou dem de E. Pisani rempl FX.d'Ortoli M Equipement , Logement Malraux M E Culture A Chalandon M Industrie	Vote de la LOF : SDAU, POS, ZAC Programme spécial de résorption des bidonvilles. 435 000 logements		1964-1967 Tunnel Vx Port	Le Brazilia Valmante La Timone (Devin) M Pagnol (Egger) La Bastide Les Platanes Le Cap Janet
1968	Gouv. Couve de Murville A Chalandon M Equipement et logement Malraux M E Culture	PLR Loyer Réduit ex PSR 434 000 logements Fin du Prix de Rome	889 000 habitants	55-68 Le Jarret 57-68 La Corniche Ecole d'Art	Le Paris La Brunette Roi d'Espagne Ecole Infirmière ZUP : Les Oliviers A Paul Trompette Les Cyprès
1969	Dem de Ch de Gaulle Pompidou Président 1° gouv. Chaban Delmas A Chalandon M Equipement et- logement E. Michelet M E Culture	Révision des Plans d'Epargne Logement V.M.C 499 000 logements Programme coup de poing, concours 15 000lgts /an	Gaston Defferre candidat à la présidence Dir 13 Eq A. Ponton Création de l' AGAM L Gallas Marseille- information	SDAU AMM Zac de Bonneveinne Viaduc de Plombière Viaduc Gal Ferrier	Le Pharo (Logier) Horizons des collines La Comtesse Les Borels La Castellane ZUP Massalia Jaures
1970	Mort de Ch de Gaulle Mort de E. Michelet	Rapport Consigny Villes Nouvelles 481 000 logements		Fouilles de La Bourse Le Frioul Le Corderie	Le Méditerranée La Valbarelle Heckel Les Balustres
1971	2° gouv. Chaban Delmas R. Poujade M de l'Environnement A Chalandon M Equipement J. Duhamel M affaires culturelles	Aide au log soc ALS Loi tours et barres P Delouvrier : Plan Construction :.PAN, Modèles innovation 516 000 logements Piano Rodgers Beaubourg Démolition des Halles La grande Borne	4° mandat Gaston Defferre	Zac de la Bourse Autoroute à la porte d'Aix	Livon- Charras Michelet St Anne Plan d'Aou ZUP Les Iris Les Mimosas Les Genêts Les Lavandes Les Bleuets Les Eglantiers....

DRAC PACA-SDAP13
ENSEMBLES & RESIDENCES A MARSEILLE 1955-1975

Dates	Scène nationale	Architecture, urbanisme	Scène locale	Architecture, urbanisme	Ensembles et résidences
1972	1°gouv.P Messmer O. Guichard M Equipement logement et transport J. Duhamel M affaires culturelles	Pompidou Déclaration sur l'Art et l'Architecture dans le Monde Conf de presse de A. Chalandon 550 000 logements Aide au log Familial ALF Prêt Immobiliers Conventionnés PIC Crédit Bancaire		Zac du Prado Plages Zac de la Valentine Zac St Barbe ZAD Panier 66-72 plages du Prado Bibliothèque St Charles Le MIN A55	La Cadenelle Collet des Comtes Air Bel La Simiane Les Créneaux La Bricarde ZUP Les Flamants
1973	2°gouv.P Messmer O. Guichard M Aménagement du Terr. Equipement logement et tourisme M. Druon M affaires culturelles	Circulaire Guichard visant à mettre un terme aux grands ensembles ZAC de moins de 500 lgts, retour au centre, villes moyennes 549 000 logements	965 000 habitants	Schéma de Secteur 1/5000° Parking La Timone Panier restauration	Villa d'Este Les Chartreux C astelroc Haut La Savine ZUP Les Oliviers B etc
1974	2°gouv.P Messmer O. Guichard M Aménagement du Terr. Equipement Logement et Tourisme A.Peyrefitte M affaires culturelles Mort de G. Pompidou V. G d'Estaing Président 1°gouv.J. Chirac R. Galley M Equipement M.Guy Secr.d'E Culture	R Bofill promotion de l'architecture Exposition des Modèles Innovation au Grand Palais 542 000 logements 1° crise pétrolière	Revue Marseille N°100	Zac des Caillols : ZUP 3 Annulée Centre directionnel	Les Alpilles La Solidarité St Henri Merlin ZUP Le Mail
1975		V. G d'Estaing entretien sur l'architecture Pan Portzamparc 516 000 logements		ZAC Fondacle	Le Grand Pavois Roi D'Espagne Tours, Les Calanques ZUP La Benausse
1977		Loi sur l'Architecture		Pos de Marseille, métro	

LEGENDE DES PRINCIPALES ABREVIATIONS

AD : Archives départementales
ADDE : Archives de l'Equipement
AM : Archives Municipales
AO2 : Atlas 2002 des copropriétés
Archidoc : base de données topo bibliographique
BE : Bureau d'étude
© : Dossiers consultables
RCF : base de données photographique

OPAC : Office public d'aménagement et de construction, ex Office Départemental
OPHLM : Office public d'HLM de la Ville de Marseille, Office Municipal.
HMP : Habitat Marseille Provence, ex Office Municipal

LOGIREM : Logement et gestion pour la région marseillaise
CIL : Comité Interprofessionnel du Logement
Phoc. Habit. : Phocéenne d'Habitation
Domicil : Sté. HLM du CIL
SNHLM : Société Nouvelle d'HLM
HLM Med. : HLM Méditerranée
R HLM Mars. : Société régionale d'HLM de Marseille
P. Log. : Provence Logis
ERILIA : ex Delta Logis, ex Provence Logis
SCIC : Société Civile Immobilière de la Caisse des Dépôts
SCET : Société Civile d'Equipement de la Caisse des Dépôts
SOGIMA : Société de Gestion Immobilière de la Ville de Marseille
SAMCLE : S.A. Marseillaise de Constructions Economiques
SAMDEL : S.A. Marseillaise de Développement du Logement
SNI : Société Nationale Immobilière

HBM : Habitation Bon Marché
HLM : Habitation à Loyer Modéré
ILN : Immeuble à Loyer Normal
LEN : Logement Economique Normalisé (Opération Million)
LEPN : Logement Economique de Première Nécessité
LOGECO : Logements économiques (Million amélioré)
LOPOFA : Logements Populaires et Familiaux
PLA : Programme Locatif Aidé
PLR : Programme Locatif de relogement
PSR : Programme social de relogement

AMM : Aire Métropolitaine marseillaise
DAT : Déclaration d'achèvement de travaux
ML : Ministère du Logement
MRL : Ministère de la Reconstruction et du logement
MRU : Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme
MTP : Ministère des Travaux Publics
PC : Demande de permis de construire
PDU : Plan Directeur d'Urbanisme
SDAU : Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme
ZAC : Zone d'aménagement concerté
ZUP : Zone à urbaniser en priorité

UNE PAGE DE BIBLIOGRAPHIE

- Faire l'histoire des grands ensembles, Annie Fourcaut & alii, ENS Editions, 2003.
Le monde des grands ensembles, Annie Fourcaut & alii, Créaphis, 2004.
Construction, déconstruction, Bruno Vayssière, Picard, 1988.
Les années ZUP, 1960,1973, Gerard Monnier & alii, Picard, 2002.
Pour en finir avec les grands ensembles, DIV, banlieues 89, 1990.
L'architecture Française, Denise Basdevant, Hachette, 1978.
Nouvelle Architecture française, Maurice Besset, Editions Arthur Niggli, 1967.
Histoire de L'architecture moderne, Leonardo Benevolo, Bordas, 1980.
France Architectures 1965, 1988, Jacques Lucan, Electa Moniteur, 1989.
L'architecture Moderne en France, 1940,1966, Joseph Abram, Picard, 1999.
L'architecture Moderne en France, 1967,1999, Gerard Monnier, Picard, 2000.
Architecture en France, 1940,2000, Jacques Lucan, Le Moniteur, 2001.
Le nouvel urbanisme, Gaston Bardet, Edition Vincent, Fréal, 1948.
Villes et urbanisme dans le monde, Charles Delfante, Armand Collin, 2000.
L'espace et ses raisons, Jean Patrick Fortin, PUCA, coll. recherche, N° 125, 1998.
L'Etat et l'architecture, 1958,1981, Eric Langereau, Picard, 2001.
Les architectes conseils de l'Equipement, 1950-2000, Nicole Roux Loupiac & alii, 2000.
Archives de l'Equipement, Vincent Maroteau, La documentation française, 1997.
La ZUP de Nîmes, Jean Marie Marconot, Université P. Valéry, 1988.
L'Habitation Humaine, Pernelle Danyisz, Diagrammes, N°49, Editions du Cap, 1961.
La Maison de demain, Emmanuel Besnard Bernadac, Robert Laffond, 1964.
Apprendre à voir l'architecture, Bruno Zevi, Ed de Minuit, 1959.
Le langage moderne de l'architecture, Bruno Zevi, Bordas, 1981.
Annales de la recherche urbaine, N°2, Editions du Champ Urbain, 1979.
Quarante ans du Carré Bleu, Le Carré Bleu, Avril 1998.
Infrastructure, villes et territoire, Claude Prélorenzo & alii, l'Harmattan, 2000.
Les espaces publics modernes, Virginie Picon Lefebvre & alii, Le Moniteur, 1997.
L'architecture moderne en mémoire, Cahiers de la DRAC PACA, 1994.
Paris 1937, Bernard Lemoine & alii, Institut français d'Architecture, 1987.
Les années 30, Jean Louis Cohen & alii, Editions du patrimoine, 1997.
La banlieue de Marseille, Alfred Saurel, Jeanne Laffitte, 1988.
Et Marseille fût libérée..., Jean Contrucci, Editions Contretemps, 1994.
Marseille, territoire du temps, Marcel Roncayolo, Editions locales de France, 1996.
Marseille, 25 ans de planification, Dominique Bécquart & alii, Editions de l'Aube, 1994.
Marseille, 1945,1993, M.H. Biget et J. Sbriglio, Editions Parenthèse, 1993.
Mille monuments du XX^e siècle en France, Bernard Toulhier, Editions du patrimoine, 1997.
Architecture et patrimoine du XX^e Siècle, Bernard Toulhier, Editions du patrimoine, 1999.
L'invention d'une ville, Royan, Gill Ragot & alii, Editions du patrimoine, 2003.
Le logement à bon marché, 1850,1930, Jean Taricat, Martine Villars, Editions Apogée, 1982.
L'Unité d'Habitation de Marseille, Jacques Sbriglio, Editions Parenthèses, 1992.
Le Corbusier, Kenneth Frampton, Hazan, 1997.
Qui était Le Corbusier, Maurice Besset, Skira, 1968.
Eugène Claudius Petit, Benoît Prouveau, Le Moniteur, 2004.
Paul Tournon, 1881,1964, G.H. Pingusson & alii, Edition Dominique Vincent, 1976.
Gaston Castel, architecte marseillais, Daniel Drocourt & alii, Edisud, 1988.
Une vie, une œuvre, Jacques Henri-Labourdette, Editions Gilletta, 2002.
Candilis, Josic, Wood, Jürgen Joedicke, Editions, Eyrolles, 1968.
Fernand Pouillon, Jean Lucien Bonillo & alii, Editions Imbernon, 2001.
Les Chiré, Christian Oppetit & alii, Archives départementales, 1996.
Avec Gaston Defferre, René Egger, Editions européennes de Marseille Provence, 2001
Basilicaire, A.J Jacques Dunoyer de Segonzac, Editions générales, 1999.
Un homme, une vie, Louis Cottin, Editions de la Savoisienne, 1977.
Dictionnaire de l'architecture du XX^e siècle, Jean Paul Midant & alii, Hazan, 1996.